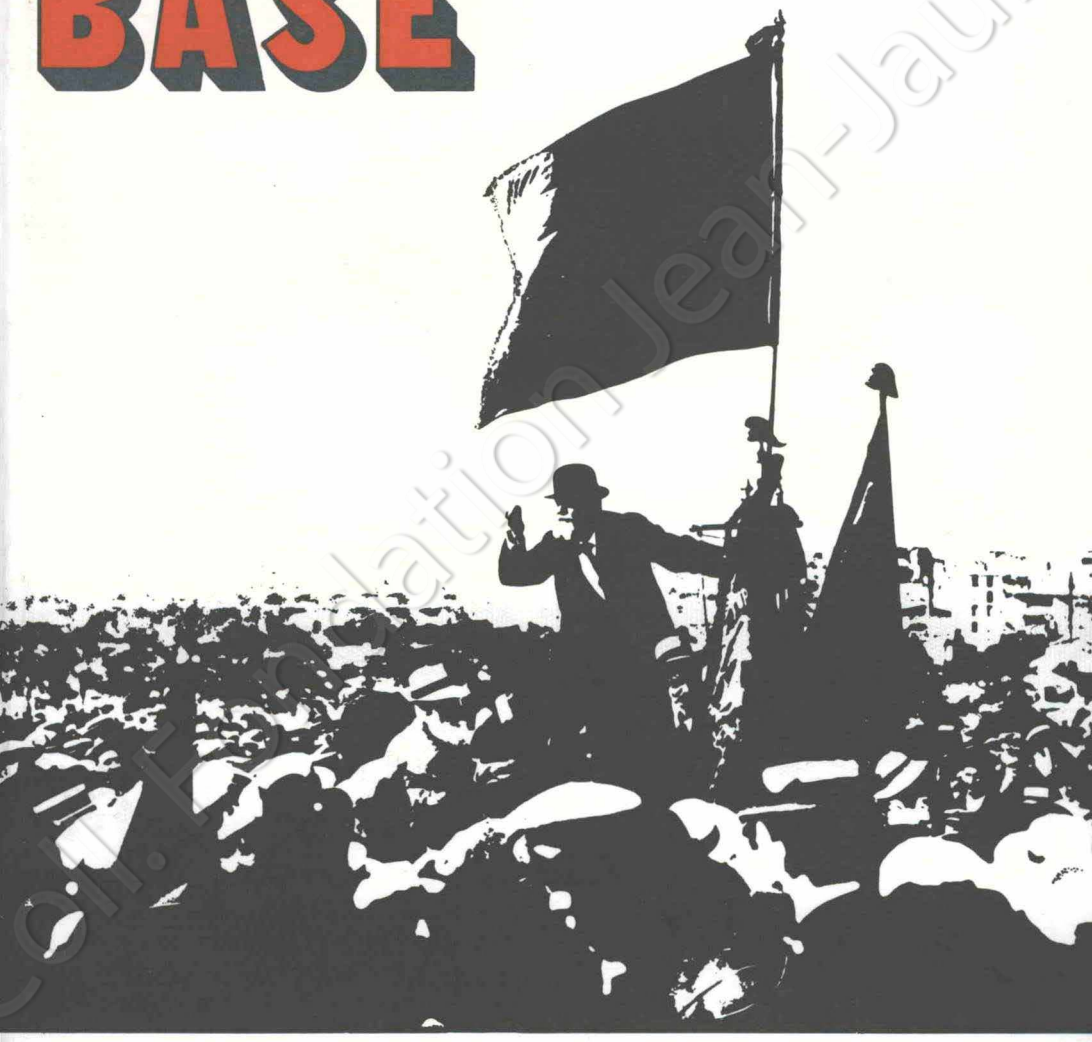
BROCHURE de BASE

AVRIL 1985



PARTI SOCIALISTE

Fondation Jean-Jaurès

école et socialisme

10, rue de Solferino
75007 Paris

☐ Je verse 70 F
prix d'abonnement

☐ Je verse 120 F
Étranger et outre-mer
☐ C.C.P.
☐ Chèque bancaire à l'ordre de
Les Nouvelles Éditions de l'An 2000
École et Socialisme
10, rue de Solferino,
75333 Paris Cedex 07

Veuillez enregistrer
mon abonnement d'**un an**
à la revue trimestrielle :

ÉCOLE ET SOCIALISME

_____

_____

_____

bulletin d'abonnement

terre et travail

MENSUEL AGRICOLE DU PARTI SOCIALISTE

NOM .....
ADRESSE .....
.....
.....
.....

souscrit à un abonnement :
55 F par an pour 10 numéros.
Abonnement 100 F et au-delà
pour tous ceux qui le peuvent.

Signature

_____

10, rue de Solferino
75333 PARIS
CEDEX 07

Photo de couverture : Jean-Jaurès au Pré-Saint-Gervais, le 25 mai 1913.
Photo ROGER-VIOLLET

Collection Jean-Jaurès

Brochure de base

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Avant-propos

CETTE nouvelle édition de la brochure de base de notre Parti paraît près de quatre ans après la victoire du 10 mai 81. Elle est l'œuvre collective des membres du Secrétariat National à la formation et en particulier de Simone Bonnafous, Nicole Bricq, Serge Brunet, Patrick du Cheyron, Gilles Galade, Marcel Morinière. Elle a bénéficié du concours des membres du Bureau Exécutif. Qu'ils en soient ici remerciés.

L'expérience du gouvernement et la responsabilité de conduire les affaires de la France rappellent fortement aux socialistes la nécessité de situer leur action dans la continuité de leur mémoire et de leurs perspectives historiques.

Il appartient aux militants de se déterminer à partir d'elles.

Ce petit texte n'est donc pas un livre de doctrine, encore moins un catéchisme mais un guide pour l'action. Tout engagement politique comporte un effort pour comprendre le monde et la décision d'agir pour le transformer. Il y a exactement 30 ans, Merleau-Ponty en disait ceci : « le goût de la violence est une faiblesse secrète, l'ostentation des beaux sentiments est une violence secrète, ce sont-là deux sortes d'histrionisme et de névrose, et il y a une *force,* celle du vrai politique, qui est par delà ces vertiges. Son secret est de ne pas chercher à avoir une image de lui-même et de sa vie. Parce qu'il a pris distance envers lui-même et envers le succès, il ne se complait pas dans ses intentions, et pas davantage il n'accepte sans recours le jugement des autres. Parce que son action est une « œuvre », le dévouement à quelque chose qui grandit hors de lui, elle a une puissance de ralliement qui manque toujours aux entreprises de la vanité ».

Didier MOTCHANE

Sommaire

PLAN

— Avant-propos 3

I - LUTTER POUR CHANGER 5

— Le choix de l'adhésion 5
— Les inégalités dans la société française 6
— L'exploitation capitaliste et l'écran de l'idéologie dominante . 9
— Changer le rapport des forces sociales 13
— Le changement et la lutte social 15
— La droite et la gauche 20
— La lutte et le compromis social 25
— Le changement et la stratégie 26
— Le Parti, pour comprendre, lutter, changer 28
— L'internationalisme 29

II - COMPRENDRE UNE SOCIÉTÉ EN MUTATION 32

— La mémoire collective : république et laïcité 32
— L'industrialisation et le progrès technique 33
— La concentration et le pouvoir économique 34
— L'élargissement des marchés 35
— Les crises du capitalisme 36

III - LE PARTI SOCIALISTE, INSTRUMENT D'UN PROJET COLLECTIF DE CHANGEMENT 39

— L'évolution de la société française 39
— La stratégie d'union des forces populaires et le front de classe 41
— La stratégie d'union de la gauche 42
— Le projet du socialisme autogestionnaire 54
— L'organisation du Parti 56

CHRONOLOGIE 61

BIBLIOGRAPHIE 68

1.

Lutter pour changer : l'engagement socialiste

1. Le choix de l'adhésion

Nous, les socialistes, sommes divers. Divers par l'âge, le sexe, la formation, la profession, la sensibilité. Nombreux sont les chemins qui nous ont conduit au **choix de l'adhésion** : élan spontané ou aboutissement d'une longue réflexion, prolongement d'un travail associatif ou syndical, tradition familiale, contact avec d'autres militants, etc.

Mais nous partageons tous ce qui fonde l'engagement socialiste :

— **la prise de conscience de l'injustice sociale.**
— **Le refus de s'en accomoder.**
— **La volonté d'agir pour lutter contre cette injustice.**
— **La conviction que les choses peuvent être changées, que l'humanité est engagée dans une aventure qui a un sens.**

> *On devient socialiste lorsqu'on prend conscience de l'injustice. On adhère au Parti Socialiste lorsqu'on décide de changer l'ordre des choses, c'est-à-dire l'oppression et le désordre imposés par le capitalisme.*
>
> ***François MITTERRAND***

Ce fonds commun figure dans une « Déclaration de principes ». La première date de 1905 lorsqu'a été fondée la S.F.I.O. (Section française de l'Internationale Ouvrière). La plus récente a été adoptée en 1969, complétée en 1978. Chacun y adhère dès lors qu'il devient membre du Parti Socialiste.

Depuis le 10 mai 1981, date de l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République, une raison d'adhérer au Parti Socialiste s'ajoute à toutes les autres : notre Parti, en effet, est devenu la principale composante de la majorité présidentielle et parlementaire : s'y engager signifie donc agir pour réussir le changement. Celui-ci ne se fera pas tout seul. La résistance des forces hostiles à ce que leurs privilèges soient mis en cause est forte. Les privilégiés mènent la lutte pour les perpétuer. Plus nous

serons actifs, nombreux, déterminés, plus efficace sera la lutte pour le « changement », celle qui renforce les libertés, étend la solidarité, fait reculer l'injustice, les inégalités, l'exploitation des uns par les autres.

> *Pour vaincre, l'inévitable, la logique résistance de « ce qui est », des structures, des habitudes — il n'est pas trop de la dynamique des institutions et de celle du mouvement populaire.*
> ***Résolution du Congrès de Valence (1981)***

2. Les inégalités dans la société française

Chacun peut constater les inégalités dont souffre la société française, même si tout le monde ne leur donne pas la même signification.

— ***Devant l'argent :*** *1 % des ménages possède 25 % du patrimoine total (1979) et 50 % des salariés gagnent moins de 5.500 F par mois (1983). En 1976, selon l'O.C.D.E., les 10 % les plus fortunés gagnaient en un mois ce que les 10 % les plus déshérités mettaient 24 mois à gagner.*

— ***Devant le travail :*** *le développement de la crise traduit une fondamentale inégalité devant le travail entre les chômeurs et ceux qui ont du travail. Entre 1974 et 1981 le chômage est passé de 400.000 à 1.800.000 chômeurs. Le chiffre de 2.000.000 de chômeurs a été atteint sur la lancée à l'automne 1981, celui de 2.500.000, quatre ans plus tard.*

— ***Devant la santé :*** *les professions libérales reçoivent en soins, le double de ce qu'elles versent en cotisations tandis que les ouvriers touchent la moitié de ce qu'ils versent en cotisations.*

— ***Devant la mort :*** *à 35 ans, l'espérance de vie d'un manœuvre est de 35 ans, et de huit ans plus longue pour un cadre supérieur.*

— ***Devant le logement :*** *un logement ouvrier sur 4 n'avait pas de W.C. intérieur en 1980. Seuls 3 % des cadres supérieurs étaient dans ce cas.*

— ***Devant l'éducation :*** *à l'université 13 % d'enfants d'ouvriers (40 % de la population), 34 % d'enfants de cadres supérieurs et professions libérales (10 % de la population). Un enfant d'ouvrier ou d'agriculteur sur 3 achève ses études sans diplôme, chez les cadres supérieurs 1 sur 70.*

— ***Entre les sexes :*** *38 % des salariés sont des femmes, mais 55 % des chômeurs sont des femmes. Leurs salaires sont environ plus bas d'1/3 à qualification égale.*

Pour l'idéologie de droite — quelle qu'en soit la forme — deux de ses variantes sont l'accord sur le libéralisme économique, et sur le conservatisme social. Les inégalités sont, en fait, une bonne chose : la vie est un combat que le « meilleur » gagne. Les socialistes, quant à eux, ne nient pas des différences de dons naturels. Mais ils savent que les inégalités sociales les empêchent de s'exprimer véritablement. Lorsqu'un enfant naît avec des carences parce que sa mère s'est mal alimentée pendant la grossesse, lorsqu'un jeune ne peut continuer ses études faute de ressources, c'est un gâchis individuel qui trouve sa source dans un gâchis collectif.

Non seulement les avantages et les handicaps sociaux s'héritent mais ils se cumulent. Et se cumulant, ils dessinent une sorte de géographie des groupes sociaux. Les plus riches sont aussi les mieux logés. Ils disposent du cadre de vie le plus agréable, peuvent s'offrir les loisirs les plus profitables, mettre leurs enfants dans les meilleures écoles, confier leur santé aux meilleurs praticiens. Les plus déshérités sont aussi les plus mal logés. D'où des conditions de travail scolaire difficile à la maison pour les enfants, des risques de maladies plus nombreux, des soins coûteux donc comptés. Leur travail sera souvent le plus pénible ou le plus fastidieux et aussi le moins payé. On pourrait continuer longtemps la suite logique des enchaînements.

Les socialistes ont pris de mieux en mieux conscience, à partir du milieu des années 70, des inégalités qui concernent les femmes et de l'oppression particulière qui caractérise leur situation.

> *Si les femmes étaient et demeurent les principales victimes du capitalisme, c'est que celui-ci a hérité de la situation millénaire de subordination et d'oppression des femmes qui était celle de la société, plus particulièrement de la famille patriarcale, fonds commun de l'humanité inscrit dans les lois, les mœurs, les traditions et les mentalités, tout cela perpétuellement repris et retransmis par les milieux éducatifs et les moyens d'information.*
>
> ***Manifeste du Droit des femmes (1977)***

Militer au Parti Socialiste, c'est vouloir mettre fin aux inégalités qu'engendrent les mécanismes sociaux. Car les handicaps s'additionnent, et empêchent les dons naturels de s'exprimer, au détriment du progrès collectif.

La **lutte contre les inégalités est donc au cœur de l'action socialiste.** Et c'est pour la dénaturer et diminuer dans l'opinion son caractère attractif que l'idéologie de droite représente ce pro-

jet comme le passage sous un rouleau compresseur « égalitariste » et niveleur.

> *Il ne s'agit pas de faire passer les individus sous la toise mais, en mettant le progrès au service de tous, de donner à chacun le moyen d'aller au bout de ses possibilités, de conquérir son identité, bref de devenir ce qu'il est.*
>
> ***Projet Socialiste (1980)***

La Gauche, depuis 1981, a engagé la lutte contre les inégalités sur une grande échelle, pour autant que l'état de l'économie, qui nous a été laissé peu florissant, le permettait.

Depuis 1981

— *Accroissement du SMIC, porté de 2.644,80 F au 01.03.81, à 4.083,65 F au 01.05.84. Son pouvoir d'achat réel à progressé de + 14,7 % de mai 1981 à décembre 1984.*
— *Augmentation de 25 % des prestations sociales vieillesse, logement, famille, dès 1981. De 1981 à 1984, le minimum vieillesse gagne lui + 20 % en pouvoir d'achat.*
— *Exonération fiscale des bas revenus, indexation de toutes les tranches d'IRPP, suppression de la redevance télévision pour certaines personnes âgées, franchise pour les plus bas revenus, amélioration des déductions pour frais de garde des enfants.*
— *Plus forte contribution des revenus élevés : impôt sur la fortune, baisse du barème pour les revenus les plus élevés, levée de l'anonymat pour les transactions sur l'or.*
— *En 1981 : stabilisation du chômage alors qu'il augmente en RFA de 10,7 %, en Grande-Bretagne de 6,4 %. En mars 83, sur un an, l'augmentation est de 31,8 % en RFA et de 12,5 % en Grande-Bretagne. Après les contrats emploi-formation, mise en place de plus de 100.000 T.U.C.*
— *Les plans de rigueur adoptés en juin 1982 et mars 1983 ont cherché à respecter la justice sociale. En 1982, les dividendes et les marges ont été bloqués en même temps que les salaires. En 1983, le prélèvement exceptionnel de 1 % n'a pas touché le tiers des ménages les plus modestes, les deux tiers des Français ont été exonérés de l'emprunt forcé.*
— *Pour les revenus de 1984, la baisse des prélèvements obligatoires est une réalité, pour la première fois depuis 1972.*
— *L'inflation de 14 % en 1981 a été ramenée à 6,7 % en 1984.*

Mais les inégalités distributives sont moins difficiles à corriger que les inégalités de patrimoine, de formation, de culture, dont la réduction exige un effort prolongé pendant une période historique entière.

3. L'exploitation capitaliste et l'écran de l'idéologie dominante

Aucune action n'est efficace si elle méconnaît la réalité. A plus forte raison, une action qui a pour objectif, sur une longue durée de temps, de changer des réalités, des institutions, des usages profondément enracinés.

Si l'on exclut d'expliquer l'évolution par l'intervention de la **Providence,** par l'effet de lois naturelles, ou tout simplement par le fait du **hasard,** il faut s'efforcer de **comprendre l'histoire de la société** en dégageant les tendances fondamentales qui rendent compte de cette évolution. Les progrès du socialisme vont donc de pair avec les progrès de la connaissance. Socialisme — du point de vue de l'action — et sociologie — du point de vue de la connaissance — sont d'ailleurs apparus, au 19e siècle, à la même époque. A l'inverse, c'est renoncer à comprendre la société que d'abandonner l'idée de la changer. C'est le propre des idéologies de crise.

> *La compréhension de la société où nous vivons, de ses contradictions et de ses tendances fondamentales est le préalable nécessaire à tout effort de transformation.*
>
> ***Projet Socialiste (1980)***

La montée économique et politique du mouvement socialiste s'est accompagnée de la mise au point d'une analyse et d'une théorie propres à permettre une meilleure intelligence de la société capitaliste. Cette théorie, nécessaire à la compréhension, ne doit pas être un dogme — c'est-à-dire une croyance figée et non discutable — mais un guide, une méthode, soumise aux vérifications de l'expérience.

Les premiers socialistes, Saint-Simon, Fourier, Proudhon, Babeuf se préoccupèrent davantage de proposer une société parfaite que de percer à jour les lois du capitalisme, tâche qui fut l'ambition de Karl Marx. En dépit de l'adjectif « scientifique » par lequel Engels désigne la pensée de Marx, ce socialisme comporte lui aussi une dimension « utopique » — au sens positif de projection dans l'avenir d'un monde meilleur. Ses théories furent introduites assez tardivement en France, par Jules Guesde, Jean-Jaurès et Georges Sorel.

— BABEUF (1760-1797) envisage l'avènement d'une « Société des égaux » qui préfigure ce que constituera, selon Marx, le communisme.
— SAINT-SIMON (1760-1825) : la société doit être organisée par les travailleurs qui comprennent savants et industriels et dirigée par ceux-ci.
— FOURIER (1782-1837) préconise l'association fondée sur l'attraction humaine et la fédération des petites communautés coopératives (phalanstères).
— PROUDHON (1809-1865) réclame le nivellement des conditions, la disparition de l'Etat et un fédéralisme des ateliers et des communes.

Depuis lors, le marxisme est devenu l'une des sources d'inspiration du Parti Socialiste, mais non une référence idéologique exclusive et obligée, ce qu'il est, dans l'interprétation particulière que Lénine en a donné, pour le Parti Communiste français. La réflexion et l'expérience des socialistes s'est nourrie également des apports du mouvement coopératif, de l'anarcho-syndicalisme et du catholicisme social.

« Le Parti Socialiste est aussi un parti nouveau. Créé en juin 1971, au congrès d'Epinay-sur-Seine, appelé congrès de l'unité parce qu'il a rassemblé les divers mouvements qui se réclament du socialisme démocratique, il s'est résolument ancré dans la réalité d'aujourd'hui. Représentatif, par l'origine de ses adhérents, des couches sociales auxquelles il fait appel, il réalise la synthèse des courants de pensée qui font la richesse et la force du socialisme. S'il n'obéit à aucun dogme et se garde de toute doctrine officielle, l'apport théorique principal qui l'inspire est et reste marxiste. Mais on ne doit oublier ni l'influence qu'exercent sur lui les expériences du mouvement coopératif, ni la contribution originale des chrétiens engagés dans le combat socialiste ».

François MITTERRAND
Préface au Programme
« Changer la Vie » (1972)

Pour nous, socialistes, la carte des inégalités fait apparaître une réalité structurelle des rapports de forces entre des groupes sociaux dominés et des groupes sociaux dominants. Cette réalité n'est pas nouvelle. Depuis toujours il y a eu, dans les sociétés humaines, ceux qui commandent sans participer à l'acte de produire et la masse de ceux qui, par leur travail satisfont non seulement à leurs besoins mais aussi à ceux des premiers.

La **propriété des moyens de production reste, aujourd'hui comme hier, le fondement de la richesse et du pouvoir.** Il s'agissait de la terre, dans les sociétés esclavagistes et féodales. Dans les nôtres, où l'industrie et la finance sont au cœur du système productif, la propriété privée des entreprises industrielles et financières demeure le principe central d'organisation de la société. Il est vrai que le capitalisme a beaucoup évolué dans l'histoire. Par exemple, la croissance de l'Etat a fait passer sous son contrôle de vastes secteurs de l'économie. Elle a également permis d'imposer à travers des législations sociales, des limites et des freins à l'exploitation de la force de travail des salariés par les capitalistes. Mais toute société reste capitaliste tant que l'Etat lui-même subit l'influence prépondérante des détenteurs privés des moyens de production.

Le **capital** est le nom que l'on donne à ce rapport social fondamental qui exclut le plus grand nombre de toute appropriation des moyens de production. Ainsi le capitalisme désigne-t-il un mode de production qui réserve à une minorité la mise en œuvre de la force de travail de l'humanité et donc la possibilité de disposer à son profit du surplus des richesses qui résulte de l'activité collective.

L'appropriation privée d'un surplus créé collectivement — la plus-value — appropriation à laquelle les socialistes donnent le nom d'exploitation capitaliste, et qui est la racine profonde des inégalités sociales, résulte de cette division entre ceux qui possèdent l'appareil productif et ceux qui n'ont que leur travail pour vivre. L'objectif du socialisme n'est évidemment pas de supprimer la plus-value, car elle est indispensable au progrès de la société, mais d'en donner la maîtrise à ceux qui la créent.

L'exploitation

Appropriation par quelques-uns du surplus créé par la collectivité des travailleurs.

Cette division autour de laquelle s'organise la société capitaliste n'est pas nouvelle. Il y a eu avant le capitalisme d'autres sociétés de classes. Il y a aujourd'hui, à côté du système capitaliste, un autre type de société de classes, le système soviétique. En outre, les modes d'organisation de cette division de classes évoluent dans le temps (voir la 2e partie de cette brochure : comprendre une société en mutation) avec la modernisation du capitalisme.

La recherche d'un nouvel internationalisme ne résulte pas seulement d'une aspiration morale. Elle repose aussi sur l'existence de forces sociales qui tendent partout dans le monde à se libérer des dominations dont elles souffrent... Le socialisme est par nature international ou il se nie. Et ce d'autant plus que son adversaire, le capitalisme, est lui-même parvenu au stade multinational.

Motion du Congrès de Metz (1979)

L'**idéologie dominante** est l'écran qui s'oppose à la prise de conscience, par le plus grand nombre, de ces réalités. C'est l'ensemble des représentations, des valeurs les plus répandues dans la société à travers l'éducation, l'information, le milieu de travail. On dit que l'idéologie dominante est celle des classes dominantes parce qu'elle vise toujours à justifier, à légitimer, à la fois l'organisation actuelle de la société, et leur pouvoir social, ce qui revient au même (ex. « Ce système est le meilleur » ; un « système de liberté » ; « il se conforme à la raison », « on ne peut en changer ou on ne peut en changer qu'en pire » ; « l'exploitation, les classes, la lutte des classes, sont des inventions », « droite et gauche sont des idées dépassées », etc.)

Face au socialisme, par essence démocratique, égalitaire, internationaliste, l'idéologie dominante a longtemps été traditionnaliste, conservatrice, inégalitaire, religieuse. Elle est aujourd'hui libérale, antisocialiste, à la fois mondialiste et facilement chauvine. Mais il s'agit toujours d'assurer l'adhésion des opprimés aux formes de leur oppression. De les empêcher de prendre conscience des véritables causes de leur situation et de les convaincre qu'un changement important dans les structures de la société leur ferait plus de mal que de bien. Autrement dit, de les maintenir dans un état d'aliénation.

L'aliénation

Au sens propre, le mot signifie « le fait d'être possédé par autrui », autrement dit, le fait de ne pas se posséder soi-même. C'est pourquoi, dans le passé, il s'est beaucoup appliqué aux « fous », victimes d'aliénation mentale.

Cependant, cette notion a été très élargie par certains philosophes allemands de la première moitié du XIXe siècle (notamment Feuerbach) et par le jeune Marx.

Elle s'applique à tous ceux qui, du fait de leur situation sociale, ne sont pas en état d'être leurs propres maîtres, parce que des contraintes trop fortes pèsent sur eux et leur dictent leurs attitudes et les empêchent de prendre conscience de cette situation.

A la suite de la révolution d'octobre en Russie, une partie du mouvement ouvrier européen attendait de l'Union Soviétique l'exemple d'une société débarrassée de l'exploitation et de l'aliénation. Cette espérance a été cruellement déçue.

Les socialistes français n'ont jamais confondu le système soviétique avec le socialisme. Ils ont de longue date (discours de Léon Blum à Tours), développé la critique fondamentale de ce type de société et n'en sont donc que plus à l'aise pour dénoncer l'usage que la droite fait de l'URSS comme repoussoir pour détourner les Français du socialisme et chercher à bloquer toute perspective de changement en France.

Ces sociétés relèvent d'un mode de production étatique. En effet, leur collectivisme est vidé de son contenu socialiste du fait de la maîtrise de la plus-value et de l'accaparement de l'Etat par une couche dirigeante qui prend de plus en plus le caractère d'une classe et tient son pouvoir du Parti.

Tout s'est passé dans ces sociétés comme si l'industrialisation s'était faite, non pas à travers un mode de production fondé, comme l'est le capitalisme, sur l'exploitation décentralisée de la force du travail, mais en raison même de l'absence d'une bourgeoisie nationale suffisamment forte et entreprenante, à travers un mécanisme unique d'exploitation, d'accumulation, d'organisation et de domination de la société : l'Etat-Parti.

Projet Socialiste

Le Parti Socialiste invite les travailleurs à prendre conscience de ce qu'ils sont la majorité et qu'ils peuvent donc supprimer l'exploitation et par là-même, les classes, restituant à la société les moyens de production et d'échanges, dont la détention reste en dernière analyse le fondement essentiel du pouvoir.

Déclaration de principes du Parti Socialiste

4. Le changement des rapports de forces sociaux et l'action politique

« Changer la vie » est le titre du programme socialiste de 1972 qui a fait sien une expression du poète Arthur Rimbaud. Cela dit, changer la vie peut se comprendre de bien des façons. La publicité commerciale recourt souvent à des arguments de vente (« fraîcheur de vivre », « vivre en liberté avec »...) qui font appel à cette motivation. Et il est vrai que, par exemple, la machine à laver a « changé la vie » de bien des ménages... Certains cher-

chent ce changement dans le recours à l'imaginaire (du spectacle aux drogues), dans l'évasion au sein du réel (des vacances aux « communautés » qui ont fleuri après mai 1968). Mais pour nous socialistes, c'est à travers un changement de la vie collective qu'il s'agit de changer la vie personnelle (dont chacun par ailleurs est responsable individuellement).

Pour les socialistes, « changer la vie » a un sens à la fois universel et plus profond. « Changer la vie », « changer les mentalités », « changer la société », sont des façons différentes de signifier la même chose : c'est prendre simplement acte du fait que les êtres humains ne sont pas des individus solitaires, isolés dans une bulle, mais dès leur naissance, des êtres pleinement sociaux intégrés dans des rapports collectifs (famille, école, localité, voisinage, travail). **Changer la vie cela veut dire changer les rapports entre les humains pris non pas individuellement, mais vivant en groupes sociaux.**

La **politisation** est une démarche de pensée qui fait preuve de la capacité de chacun à relier événements ponctuels et cas individuels à leur contexte collectif, à leur signification sociale. Lorsque l'idéologie dominante cherche à jeter le discrédit sur la politique et les partis politiques, c'est parce que la classe dirigeante n'a intérêt ni à voir dévoilés les fondements de son pouvoir ni à accepter qu'ils soient remis en cause. Il ne faut pas se cacher que cette mauvaise opinion sur la « politique » est assez largement répandue dans l'ensemble de la société française. Elle doit être vigoureusement combattue. Ce n'est pas la « politique » qui divise, elle ne fait que refléter une division sociale plus profonde liée à l'organisation en classes de la société.

En réalité, il y a **deux conceptions de la politique :**

— pour l'une, est politique exclusivement ce qui touche aux institutions : gouvernement, parlement, partis. La politique selon cette conception n'aurait place ni à l'entreprise, ni à l'école, ni à l'armée, ni au syndicat, ni dans les maisons de la culture.

— pour l'autre, est politique tout ce qui touche à **l'organisation de la vie en société** : rapports au travail, à l'école, rapports entre hommes et femmes, vie dans les villes et campagnes, etc. C'est cette conception qui est la nôtre, conforme à l'idée d'une démocratie vivante où les citoyens ont leur mot à dire sur les conditions de leur existence sociale. Elle entraîne notre combat pour la démocratie politique et son prolongement, la démocratie économique qui implique une réorganisation des rapports de pouvoir et de travail dans l'entreprise.

C'est pourquoi au centre des propositions d'une démocratie socialiste figurent de grandes **réformes de structures** de l'économie et de la société : nationalisation, planification, droits nouveaux des travailleurs, décentralisation, réforme du système éducatif, combat pour un service public rénové. Parce que ces réformes de structures sont une condition nécessaire pour changer les règles du jeu social.

> *Le but du Parti Socialiste est de libérer la personne humaine de toutes les aliénations qui l'oppriment et par conséquent d'assurer à l'homme, à la femme, à l'enfant dans une société fondée sur l'égalité et la liberté, le libre exercice de leurs droits et le plein épanouissement de leurs facultés naturelles dans le respect de leurs devoirs à l'égard de la collectivité.*
>
> ***Déclaration de principes***

Changer la vie implique la transformation des rapports entre les hommes et entre les groupes sociaux : c'est la pleine dimension politique de notre combat, qui débouche donc sur de profondes réformes de structures et des règles du jeu social.

5. Le changement et la lutte

La droite ne reconnaît pas l'existence de classes sociales en conflit dans la société. Tout au plus admet-elle la juxtaposition, les unes sur les autres, de catégories socio-professionnelles définies par leur niveau de revenu. De même refuse-t-elle d'admettre qu'il y a une lutte des classes ; du point de vue de la droite il ne peut y avoir qu'une compétition des individus entre eux pour se faire une place au soleil.

Les socialistes n'ont pas inventé la lutte des classes. Des historiens bourgeois comme Augustin Thierry ou Guizot avaient déjà fait ce constat. Marx a ajouté l'idée que les classes naissaient en fonction de l'organisation de la production et que de leur lutte devait déboucher, au terme du capitalisme, une société sans classes. **L'injustice, l'exploitation sont les causes de la lutte. La classe dominante lutte pour maintenir sous sa domination ceux qu'elle exploite. Ceux qui comme les socialistes veulent réduire l'injustice sont en définitive les meilleurs artisans de l'unité sociale.**

On parle de **conquêtes** sociales parce que celles-ci ont été **arrachées bien souvent par la lutte** qui a modifié le rapport des forces politiques et sociales. Pour aboutir, une lutte sociale a besoin d'un **débouché politique.** Cela a été le cas en 1789 avec

l'élaboration de la Constitution, en 1848 avec le suffrage universel, en 1936 ave les avancées du Front Populaire (congés payés, délégués syndicaux, conventions collectives), en 1944-1947 avec les acquis de la Libération et du tripartisme (sécurité sociale, comités d'entreprise, vote des femmes) en 1968 avec la section syndicale d'entreprise, et bien sûr, en 1981 avec les 39 heures, la retraite à 60 ans, la démocratisation du secteur public et le droit d'expression des travailleurs.

Les grandes conquêtes sociales

1936, le Front populaire

En 1936, le Front populaire « pour le pain, la paix, la liberté » triomphe aux élections sur un programme de défense des libertés et de mesures sociales.

Le ministère Léon Blum (socialistes et radicaux) est soutenu par le Parti communiste (qui a refusé néanmoins d'entrer au gouvernement) et par la C.G.T. récemment réunifiée.

Encouragés par cette victoire, les salariés se mettent en grève et occupent les usines en mai et juin.

S'appuyant sur cette mobilisation des travailleurs, le Parlement vote dans les deux mois les principales mesures prévues dans le programme de rassemblement populaire ;
— réforme de la Banque de France ;
— nationalisation des réseaux de chemin de fer privés ;
— nationalisation de la Compagnie générale transatlantique ;
— nationalisation des Messageries maritimes ;
— nationalisation des fabrications d'armement ;
— création de l'Office du blé ;
— semaine de quarante heures ;
— congés payés (15 jours).

Ces deux dernières mesures généralisent et donnent force de loi aux dispositions prévues à leur sujet par les accords de Matignon.

En effet, le patronat est amené à négocier de son côté avec les syndicats ces accords Matignon par lesquels les travailleurs obtiennent, outre les 40 h et les congés payés :
— la reconnaissance des délégués d'atelier,
— la liberté syndicale,
— la signature de conventions collectives,
— des augmentations substantielles de salaires, de 7 à 15 %.

➔

1944, le programme du Conseil national de la Résistance.

Durant l'occupation, la Résistance a vu venir à elle un certain nombre de combattants issus de milieux bourgeois et même de formations de droite, c'est vrai. Mais il est apparu clairement au cours de ces années que la bourgeoisie, en tant que classe, avait préféré collaborer avec l'ennemi plutôt que de jouer la carte nationale, alors qu'elle prétend toujours, dans sa propagande, identifier ses intérêts à ceux de la partie.

Aussi, à la Libération, la France est-elle dirigée par un gouvernement tripartite : S.F.I.O., P.C, Démocratie chrétienne (M.R.P., qui se présente comme un parti de gauche). Des réformes importantes vont voir le jour.

• **Nationalisations**

— Energie : Electricité de France, Gaz de France, Compagnie nationale du Rhône, les charbonnages, le gaz naturel, l'énergie atomique, l'essentiel des activités de prospection et de recherche du pétrole, une fraction du raffinage.

— Transports et communication : aviation civile, aéroport de Paris.

— Fabrications diverses : la Régie Renault et sa filiale la Saviem, Gnome et Rhône.

— Le secteur financier : Banque de France, quatre banques de dépôt et trente-deux compagnies d'assurances.

— Information et publicité : Agence Havas.

• *Création des comités d'entreprises.*

• *Promulgation d'une ordonnance qui généralise les anciennes Assurances sociales sous le terme de* **Sécurité sociale.**

Mai-Juin 1968, le protocole de Grenelle

En 1968, plus de 10 millions de grévistes contraignent le gouvernement et le patronat à négocier le protocole de Grenelle et à accorder de substantielles réformes :

— reconnaissance de la section syndicale d'entreprise ;

— augmentation des salaires de 7 % ;

— le S.M.I.C. est relevé de 35 % ;

— journée de travail réduite de 2 heures pour les horaires hebdomadaires supérieurs à 48 heures et d'une heure pour ceux compris entre 45 et 48 heures, avant 1970 ;

— Le ticket modérateur des consultations médicales est ramené de 30 à 25 %.

On prévoit, d'autre part, d'augmenter les allocations versées aux personnes âgées et aux grands infirmes, et « l'assouplissement de l'âge de la retraite ».

Les négociations secteur par secteur complètent les résultats obtenus. Le plus impressionnant concerne les ouvriers agricoles : leur salaire minimum garanti (le S.M.A.G.) est supprimé et remplacé par le salaire minimum interprofessionnel garanti (S.M.I.G., aujourd'hui S.M.I.C. - salaire minimum interprofessionnel de croissance), soit un bon de 54,2 % d'un seul coup.

1981 : Mitterrand Président et l'union de la Gauche

Le 10 mai 1981, l'élection de François Mitterrand rompt 23 ans d'orientation droitière des institutions de la Ve République, inaugure l'alternance et restaure l'union de la Gauche au pouvoir après 36 ans de dérive.

Très vite, des changements significatifs, conformes aux 110 propositions du candidat, elles-mêmes inspirées du Projet Socialiste, sont mis en œuvre :

- *augmentation du SMIC de 44 % en 2 ans,*
- *accroissement du minimum vieillesse de plus de 60 % de 1981 à 1983,*
- *hausse des allocations familiales dans la même période + de 88,5 % pour 2 enfants.*

Simultanément, apparaissent :

- *possibilité de prendre sa retraite à 60 ans,*
- *semaine de travail de 39 heures,*
- *loi sur l'égalité professionnelle des femmes,*
- *nouveaux droits des travailleurs dans l'entreprise,*
- *nationalisation (PUK, Saint-Gobain, CGE, Thomson-CSF, Rhône-Poulenc et secteur bancaire).*
- *démocratisation du secteur public et de la fonction publique,*
- *lois de décentralisation,*
- *loi sur le statut des conjoints d'artisans et commerçants,*
- *plan d'insertion professionnelle des jeunes de 16/18 ans,*
- *des offices agro-alimentaires par produits voient le jour,*
- *création de l'impôt sur les grandes fortunes et exonération complète de l'impôt sur le revenu pour les petits contribuables,*
- *dans la même période disparaissent la peine de mort, la loi « anti-casseurs », la loi prétendument appelée « Sécurité et Liberté ».*

Quand la classe dirigeante fait d'elle-même des concessions — 1864 droit de grève — 1884 droit syndical — 1952 échelle mobile pour le SMIC — c'est toujours pour ménager un rapport de force en sa faveur.

La lutte peut être individuelle, mais face au poids des structures établies, la lutte individuelle atteint vite ses limites. Quand un salarié a des problèmes, il va d'abord voir son délégué syndical, de même l'administré qui est en conflit avec l'administration se tourne vers son député ou ses élus. C'est que l'union fait la force. L'action collective a plus d'efficacité. **Face aux institutions du pouvoir établi, les opprimés se sont donnés des organisations de défense et de lutte : partis, syndicats, associations.**

La Révolution, en interdisant coalition et droit de grève, avait solidement assujetti les ouvriers et leurs patrons. Le mouvement ouvrier s'est d'abord développé dans une semi-clandestinité (sociétés de résistance, d'entr'aide, mutuelles), puis l'action ouvrière et les luttes menées sous Louis-Philippe, en 1848, et sous Napoléon III ont entraîné la reconnaissance du droit de grève (1864) et du droit syndical (1884).

Contrairement à ce qui s'est passé en Angleterre, où les syndicats ont créé le Labour Party ou en Allemagne où c'est le parti qui a créé les syndicats, en France les deux évolutions sont parallèles :

— 1895, fondation de la C.G.T. à partir de l'union des Bourses du Travail et des syndicats de métiers.
— 1905, création de la S.F.I.O. à partir de la fusion de petits partis ouvriers et socialistes créés dans les années 1880.

Il y a même dans le mouvement syndical français une vive tradition de méfiance à l'égard des partis et de la politique. Une **tradition anarcho-syndicaliste qui fait du syndicat l'organe universel de lutte et de transformation de la société** est toujours vivante à des degrés divers à l'intérieur du mouvement syndical français.

> *Le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera dans l'avenir, le groupement de production et de répartition, base de réorganisation sociale.*
>
> *... L'action économique doit s'exercer directement contre le patronat, les organisations confédérées n'ayant pas en tant que groupements syndicaux à se préoccuper des partis et des sectes qui, en dehors et à côté peuvent poursuivre en toute liberté la transformation sociale.*
>
> ***Extrait de la charte d'Amiens de la C.G.T. (1906)***

Le Parti Socialiste considère au contraire depuis l'origine, que en tout respect de leur indépendance réciproque dans les luttes, syndicats et partis ont le même objectif à long terme de transformation sociale et doivent coopérer au lieu de s'ignorer.

Les rapports entre les syndicats et les partis de gauche en France ne ressemblent pas, du fait de l'histoire, à ceux qui existent en Angleterre ou en Allemagne. Ainsi, en Angleterre le « Labour Party » est né, dans les premières années du siècle, de la volonté des syndicats dont il s'est très longtemps limité à constituer l'expression parlementaire. En Allemagne au contraire, c'est le parti social démocrate qui s'est trouvé à l'origine, à la fin du 19e siècle, du développement des syndicats. La situation de ces pays est donc très différente de la nôtre à deux points de vue : unité du mouvement syndical et liens très étroits entre partis et syndicats.

6. La « droite » et la « gauche »

La négation de l'existence et de la lutte des classes a le même sens que la négation de l'opposition droite/gauche prétendument « dépassée ». Il s'agit toujours de camoufler la réalité des divisions sociales et de leur origine dans le système. A l'origine, sous la Révolution, « droite » et « gauche » ont désigné les deux côtés de la salle où l'on votait à l'Assemblée Constituante de 1789. Le premier clivage est intervenu sur le « veto royal » à propos des lois votées par l'Assemblée nouvellement élue.

Depuis, le sens des mots a changé en fonction **des deux grands conflits sociaux qui ont traversé la société française.** Mais « Droite » et « Gauche » sont en permanence l'expression politique d'intérêts sociaux. Ce n'est pas par hasard que le CNPF appella à « voter Giscard » en 1981, ou encore si Neuilly n'élit jamais de député de gauche. **La vie politique perdrait toute signification si on la coupait de son lien aux rapports de forces sociaux.**

— **Le premier conflit, de la Révolution à la consolidation de la IIIe République,** oppose les bourgeois et les aristocrates. Il s'agit pour la bourgeoisie, détentrice des richesses marchandes et manufacturières, de disposer enfin du pouvoir politique confisqué par une aristocratie en déclin. Elle est aidée dans sa lutte par le petit peuple des villes qui a aussi tout intérêt à l'abolition des privilèges et à l'instauration de la République. Ces artisans et ouvriers sont cependant très rapidement écartés du pouvoir par la bourgeoisie qui instaure le suffrage censitaire (de 1794 à 1848) et réprime dans le sang les soulèvements populaires (1830, 1848, 1871).

— Avec le développement du capitalisme et la consolidation de la IIIe République (fin du XIXe) se pose en effet pour le prolétariat naissant la question d'une action autonome à mener contre la bourgoisie. **Le second grand conflit qui s'organise, comme le premier, dans un cadre national est donc celui de la classe capitaliste et de la classe ouvrière et puis plus largement des couches de petits et moyens salariés que l'expansion du capitalisme va secréter au XXe siècle.**

A la revendication de la démocratie politique va s'ajoute dès lors celle de la **démocratie économique,** propre au mouvement socialiste et qui donne un sens nouveau plus riche à l'idée de liberté.

> *Le PS affirme sa conviction que la libération de l'homme ne dépend pas seulement de la reconnaissance formelle d'un certain nombre de droits politiques et sociaux, mais de la réalisation de conditions économiques susceptibles d'en permettre le plein exercice. Parce qu'ils sont des démocrates conséquents, les socialistes estiment qu'il ne peut exister de démocratie réelle dans la société capitaliste. C'est en ce sens que le PS est un parti révolutionnaire.*
>
> ***Déclaration de principes***

La **droite française** a évolué au fil des transformations du capitalisme. Elle est aujourd'hui traversée par divers courants, dont certains ne coïncident pas avec les frontières des organisations.

Disons, pour simplifier, que les gros bataillons des élus de droite se retrouvent dans deux organisations.

- **Le Rassemblement Pour la République (R.P.R.),** créé en 1976, issu des partis fondés après 1958 pour soutenir l'action de De Gaulle, puis après 1969 celle de Pompidou (U.N.R., U.D.R., U.D. V[e]). Dirigé par Jacques Chirac, ce rassemblement s'est progressivement éloigné de la tradition gaulliste, jusqu'à adopter en 1984, sur l'Europe, des positions très voisines de l'U.D.F. et à remettre en cause les nationalisations de 1945 (discours de J. Chirac, Porte de Versailles, janvier 1983). Opposé aux « giscardiens » quand il est tenu en marge du pouvoir (76-81), le R.P.R., fait cause commune avec l'U.D.F. quand Chirac est Premier Ministre (74-76) ou même quand les deux partis se retrouvent dans l'opposition. La base du R.P.R. reste cependant une base plus locale et plus petite bourgeoise, moins intellectuelle aussi, que celle de L'U.D.F.
- **L'Union pour la Démocratie Française (U.D.F.)**
  Fédération de partis et groupements allant des Indépendants et

Paysans aux Radicaux Valoisiens, réunis pour soutenir, après 1974, la politique de Valéry Giscard d'Estaing. L'idéologie de l'U.D.F. est aujourd'hui assez bien exprimée par le **Figaro** ou le **Figaro-Magazine** — anticommunisme et antisocialisme viscéral, atlantisme marqué, critique de l'Etat, exaltation du libéralisme, de la libre entreprise et de la concurrence naturelle, esprit hiérarchique et antiégalitaire — bref, le crédo libéral reaganien.

Il est à noter qu'aujourd'hui, sur la plupart de ces thèmes, le discours du R.P.R. est très proche de celui de l'U.D.F., sauf peut-être sur la question de l'Etat et sur celle des rapports avec les U.S.A. — deux domaines où la tradition gaulliste se fait encore sentir un peu.

Ces deux organisations entretiennent des rapports d'idées mais aussi de personnes avec ce qu'il est convenu d'appeler « **l'extrême-droite** ». Cette expression est aujourd'hui assez inappropriée car elle désigne à la fois l'extrême-droite traditionnelle, bien représentée par le Front National, et la « Nouvelle Droite ».

- **Le Front National** de Le Pen se situe dans la tradition populiste et activiste de l'extrême-droite française. Il exploite les réflexes de peur suscités par la crise économique et sociale pour dénoncer « l'étranger », prôner le retour aux valeurs les plus traditionnelles (travail, famille, patrie, religion), et exalter les vertus d'un Etat fort et d'un chef national. Ces thèses ne laissent pas insensibles une bonne partie de l'électorat de la droite « classique », et en particulier celui du R.P.R. qui développe sur certains points (les valeurs, la morale, les grands hommes) une thématique assez semblable.

La **Nouvelle Droite**, représentée essentiellement par le G.R.E.C.E.* et jusqu'en 1980 par le **Club de l'Horloge*** et le **Figaro Magazine**, a joué un rôle considérable dans la propagation des idées antiégalitaires et hiérarchiques, dans la mise au point d'une stratégie culturelle réactionnaire, et dans la récupération par la droite de valeurs de gauche dénaturées ; il en va ainsi du

---

* G.R.E.C.E. : Groupement de Recherche et d'Etudes pour la Civilisation Européenne — Association constituée en 1969 par des hommes qui ont exercé des hautes responsabilités dans les groupuscules d'extrême-droite des années 1960 — se veut une association « culturelle », réfléchissant sur les valeurs et l'avenir de la civilisation européenne.

* Club de l'Horloge : Club créé en 1974 et regroupant des élus R.P.R. et U.D.F. Versant politique du G.R.E.C.E., de 1974 à 1980, le Club de l'Horloge s'en est éloigné depuis et développe aujourd'hui une idéologie libérale « orthodoxe ».

thème de la liberté (liberté des patrons de presse plutôt que celle des travailleurs, des multinationales plutôt que celle des nations en lutte pour leur émancipation) et de celui de la différence (le « droit à la différence » sert aujourd'hui au G.R.E.C.E. à refuser tout projet de France pluriethnique, sous prétexte que la cohabitation de plusieurs races et plusieurs cultures aboutirait en fait à la négation de leurs différences). A de nombreux égards, la **Nouvelle Droite** a joué le rôle de laboratoire d'idées de la droite « bon teint », et des personnages éminents du R.P.R. ou de l'U.D.F. ont appartenu ou appartiennent encore au G.R.E.C.E. ou au Club de l'Horloge.

1958/1981 : les libertés sous le boisseau

L'arrivée au pouvoir de De Gaulle en mai 1958, qui fut rendue possible par l'affaiblissement et la division profonde de la Gauche, avait inauguré la mise en place (par voie constitutionnelle, puis au moyen de diverses lois et mesures) de graves restrictions aux libertés reconnues par la Constitution de la IVe République et la tradition républicaine.

Atteintes aux libertés dites traditionnelles

— Extension de la garde à vue limitant le droit d'aller et venir.
— Création de la Cour de Sûreté de l'Etat limitant les droits de la défense.
— Loi anti-casseurs : limitation de la liberté de manifester.
— Tentative de limiter le droit d'association par l'obligation d'une autorisation préalable (projet Marcellin 1971).
— Remise de réfugiés politiques aux pays totalitaires ; limitation du droit d'asile.
— Loi Peyrefitte dite par antiphrase « Sécurité et Liberté ».

Mise en place de moyens sophistiqués de surveillance des citoyens.

— Pose de micros-espions (affaire du Canard Enchaîné).
— Ecoutes téléphoniques - interdiction faite à une commission parlementaire de visiter le Centre d'écoute de Boullay-les-Troux malgré l'invitation préalable du Gouvernement.
— Développement des ordinateurs, mettant à la disposition de l'administration un réseau d'informations sur chaque citoyen, arme redoutable contre la liberté individuelle.

→

— *Adoption de la loi Peyrefitte dite « Sécurité et Liberté » accentuant les pouvoirs du policier au détriment de ceux du juge et affaiblissant les garanties dues au citoyen dans un pays qui se prétend libre et démocratique :*
- *rôle du juge d'instruction considérablement diminué,*
- *instauration de peines-planchers : réduction du pouvoir d'appréciation du juge,*
- *circonstances aggravantes pour les infractions commises sur le lieu de travail :*
- *conditions du sursis restreintes ;*
- *enfin légalité des contrôles d'identité en tout lieu et à tout moment.*

Affaiblissement ou négation des droits économiques et sociaux proclamés par le préambule de la Constitution de 1946 et repris en 1958.

— *Droit au travail - plus d'un million et demi de chômeurs en 1981.*
— *Droit à la santé : limitation de la protection (ordonnances de 1967 ; certaines dispositions du premier plan Barre en 1976).*
— *Droit au logement - les H.L.M. ne sont même plus accessibles aux catégories les plus modestes.*
— *Garantie de la sécurité matérielle aux vieux travailleurs - le minimum vieillesse représentant juste de quoi survivre : 16.000 F par an pour une personne seule (décembre 1980).*

L'action du gouvernement de la gauche

En quelques semaines, le gouvernement de la gauche a restauré les libertés fondamentales et développé de nouvelles libertés à un rythme accéléré :
— *Loi d'amnistie très large, s'étendant notamment, pour la première fois, aux travailleurs dans l'entreprise.*
— *Suppression de la Cour de Sûreté de l'Etat.*
— *Disparition des tribunaux permanents des forces armées.*
— *Droit d'asile systématiquement accordé aux réfugiés politiques.*
— *Renonciation aux expulsions de travailleurs immigrés, sauf en cas de condamnation pénale.*
— *Suppression des écoutes téléphoniques sans autorisation judiciaire.*
— *Renonciation à la carte d'identité informatisée.*

→

— *Renonciation à l'interconnexion des grands fichiers (impôts, Sécurité sociale, etc.)*
— *Refonte du Code pénal mise en chantier (intégrant la suppression de la loi anti-casseur et de la loi Peyrefitte).*
— *Lutte contre le chômage.*
— *Relance de la construction de H.L.M.*
— *Augmentation de la retraite des travailleurs âgés. Loi protégeant les locataires contre l'arbitraire éventuel des propriétaires, nouveaux droits des travailleurs, etc.*

7. La lutte et le compromis social

Les partis sont aujourd'hui la forme principale de traduction politique des intérêts sociaux. Ils proposent l'organisation de la société correspondant aux intérêts des forces sociales qu'ils représentent. Le Parti Socialiste, parce qu'il défend les intérêts matériels et moraux des travailleurs qui sont devenus la grande majorité des dominés et qui ont vocation, du fait du développement capitaliste, à devenir plus nombreux encore, traduit des aspirations universelles d'hommes et de femmes qui veulent vivre libres et solidaires.

Toute société réunit des intérêts antagonistes. Il n'y a pas, en dehors des périodes de crises aiguës, d'écrasement des uns par les autres, mais des rapports de forces qui changent et s'établissent autour de points d'équilibre, de **compromis. C'est le but de la lutte en général et de lutte politique en particulier de modifier les rapports de forces et par là de dégager des compromis. Ceux-ci peuvent donc être plus ou moins avancés.** Pour les socialistes, les conquêtes sociales doivent devenir des points d'appui pour l'avancée des rapports de force et donc l'établissement de compromis dynamiques. Cette thèse traditionnelle de la pensée socialiste trouve une application particulière depuis mai 1981.

En temps de crise, lorsque le rapport des forces menace de basculer, la classe dirigeante n'a pas hésité à recourir à la violence ouverte pour maintenir son ordre social (journées de juin 1848, semaine sanglante qui termine la Commune de Paris, mai 1871). Le **fascisme** et le **nazisme** sont nés, eux aussi, chacun dans des conditions spécifiques et avec des formes différentes, du besoin des classes dirigeantes italiennes et allemandes de défendre l'ordre établi contre la pression du mouvement ouvrier entre 1919 et 1921 en Italie et 1930-1933 en Allemagne. Ils ont pris appui sur une

base de masse constituée par des fractions des classes moyennes et du paysannat et ont mordu sur une partie de la classe ouvrière, au moment où une crise économique grave destabilisait le système.

> *Ainsi le pouvoir politique, pour l'essentiel, c'est nous. Le pouvoir économique pour l'essentiel, ce sont les secteurs dominants du capitalisme bancaire et monopoliste industriel. Entre ces deux pouvoirs, y aura-il choc ou compromis ?*
>
> *Puisque nous avons choisi de transformer graduellement ce système économique, cela veut dire que nous allons chercher une situation de compromis qui consacrera d'importants changements et qui naturellement sera plus favorable aux forces de transformation sociale, sera un progrès pour le monde du travail.*
>
> ***Résolution du Congrès de Valence***

Il n'y a donc de bons compromis que sur la base d'un bon rapport de forces. Pour faire évoluer celui-ci, la lutte ne suffit pas, il lui faut une méthode, une **stratégie.**

8. Le changement et la stratégie

Changer la société implique de fixer des objectifs et de réunir des moyens suivant une méthode : la **stratégie.** Elle a pour objet la conduite générale des opérations nécessaires pour se rapprocher du but qu'on s'est fixé. La **tactique** est l'art d'utiliser sur le terrain les plans stratégiques en tenant compte des rapports de forces multiples et évolutifs.

1. Pour les socialistes, la transformation des rapports sociaux implique à la fois l'élévation de la conscience, de l'organisation et de l'initiative des citoyens et la prise du **pouvoir d'Etat.** L'Etat est en effet, dans les sociétés modernes, l'appareil institutionnel qui organise la société selon les rapports établis entre les forces sociales. L'Etat exprime donc la diversité des classes en donnant force de loi aux intérêts sociaux prépondérants. Les socialistes ont donc construit leur Parti pour conquérir démocratiquement l'Etat et le changer car prendre le pouvoir d'Etat ne suffit pas. Il faut aussi le transformer à la fois globalement (dans le rapport centralisation/décentralisation) et dans ses différentes branches (police, justice, école, information, etc.)
2. Ensuite la transformation des rapports sociaux ne se fera pas d'un coup, « d'un grand soir » à un « petit matin ». Elle appelle des **réformes** progressives, mais en masse et en coordination suffisante pour ne pas signifier un simple aménagement de la société.

L'utilisation des réformes implique que l'on ait conscience de leurs valeurs et de leurs limites. Le Parti Socialiste sait toute la valeur des réformes qui ont déjà atténué la peine des hommes et, pour beaucoup d'entre eux, accru leurs capacités révolutionnaires. Mais il tient à mettre en garde les travailleurs. La transformation socialiste ne peut pas être le produit naturel et la somme des réformes conjurant les effets du capitalisme.

Déclaration de principes

De grands débats ont eu lieu dans le mouvement socialiste autour de l'alternative Réforme/Révolution, selon le rythme, l'ampleur et les moyens du changement. Il y a une conception « mythique » aussi bien de la révolution que des réformes. L'histoire a déplacé les termes de ce débat :

- une révolution a une finalité globale, visant l'ensemble du système social. Une réforme ne concerne que l'un des éléments de ce système.
- Une réforme est une modification juridique des rapports sociaux qui **peut** servir de point d'appui à un changement des règles du jeu social, alors qu'une révolution modifie directement ces rapports par l'action même des individus et des forces sociales.

La stratégie du PS procède de ce que Jaurès appelait un « réformisme révolutionnaire ». **Le changement global y est conçu comme la combinaison et l'accumulation de réformes déclenchant une dynamique de transformation sociale et pas seulement un aménagement juridique limité.**

Nous définissons notre politique de transformation de la société actuelle comme une ***rupture par étapes, démocratique*** *(c'est-à-dire se réalisant par la volonté majoritaire du peuple)* ***unitaire.*** *Les trois termes sont solidaires : il est possible aujourd'hui de transformer notre société par étapes, parce qu'en fait,* ***aujourd'hui,*** *la majorité du peuple s'engage pour ce changement. Et cette possibilité elle-même résulte du nouveau rapport des forces sociales.*

Résolution du Congrès de Valence

Des débats ont porté depuis 150 ans au sein du mouvement ouvrier sur le rapport des socialistes **à l'Etat** et sur le couple **Réforme/Révolution.**

- Parce qu'ils ne croient pas qu'on puisse détruire l'Etat sans le remplacer mais qu'il faut le transformer en l'utilisant, les socialistes se séparent des **anarchistes.**

- Parce qu'ils ne croient pas qu'on puisse utiliser l'Etat sans le transformer, les socialistes se prononcent à la fois contre un **réformisme gestionnaire** et un **socialisme technocratique.**
- Parce qu'ils ne pensent pas qu'on puisse réformer la société miette par miette, ilôt par ilôt, ils se séparent du **municipalisme** qui sépare la transformation de la société de la conquête et de la transformation de l'Etat.
- Parce qu'ils ne croient pas aux vertus de la guerre civile ou de la spontanéité non organisée des « masses », les socialistes se distinguent des **gauchistes.**
- Parce qu'ils refusent l'identification parti/Etat et le contrôle bureaucratique du changement, les socialistes s'opposent aux communistes qui continuent à considérer l'Union Soviétique comme un exemple, même dévoyé.

Notre stratégie suppose à la fois la prise et la transformation de l'Etat et une dynamique de prise de responsabilité dans la société. Elle a été résumée dès 1971 dans la résolution du Congrès d'Epinay.

> *L'idée dont il faut partir, c'est qu'on ne mettra pas en place un gouvernement de gauche durable et a fortiori la construction socialiste en partant d'en haut, c'est-à-dire en se contentant d'utiliser dans un sens socialiste l'appareil d'Etat même renforcé.*
>
> *L'illusion aujourd'hui est de croire qu'il soit possible à la gauche d'occuper le pouvoir pour y procéder à des réformes démocratiques et d'améliorer la condition des travailleurs sans toucher au cœur du problème actuel, au pouvoir dans l'entreprise.*
>
> ***Résolution du Congrès d'Epinay (1971).***

9. Un Parti Socialiste pour comprendre, lutter, changer

Le Parti Socialiste est au carrefour de toutes ces exigences, de tous ces moyens. Il est un instrument pour l'action collective, un lieu pour la réflexion et pour une meilleure compréhension de la société. Il s'y élabore en permanence une stratégie et une tactique, une analyse de la réalité mouvante que nous devons transformer, un dessin de la perspective pour l'avenir.

Depuis le 10 mai 1981, le Parti Socialiste est un lien, le principal lien politique entre le mouvement d'en haut et le mouvement d'en bas, l'action du gouvernement et la vie des gens. Il doit à la fois expliquer le gouvernement aux Français et les Français au gouvernement.

Le Parti Socialiste est donc bien un acteur central du changement. Avant d'exposer autour de quels axes il s'est affirmé dans la période récente, on décrira, avec les mutations du capitalisme, l'environnement dans lequel il inscrit son action.

> *Le degré de conscience collective et d'organisation des travailleurs, leur capacité propre d'initiative sont une condition essentielle pour que soit mise en œuvre une transformation des rapports de production. C'est l'articulation constante entre le mouvement populaire et l'action gouvernementale qui sera le moteur de la transformation sociale.*
>
> ***15e thèse sur l'autogestion (1975)***

10. L'internationalisme

La vie politique dans un pays a toujours été influencée par celle de ses voisins. C'est encore plus vrai aujourd'hui que le capitalisme se mondialise. La vie politique s'organise toujours à la base dans un cadre national, mais les interférences des rapports de forces au plan international sont de plus en plus nombreuses. S'il est clair que le processus de l'émancipation commence dans un cadre national, **le projet du socialisme a une vocation internationaliste. Il conçoit l'ouverture de la nation sur le monde non comme un alignement sur les plus puissants mais comme une coopération entre partenaires, en particulier pour le codéveloppement du Sud. A l'inverse, le démantèlement des nations indépendantes débouche sur la logique de l'extension des marchés du capitalisme multinational.**

La vocation internationaliste du PS se manifeste en particulier par le rôle important qu'il joue dans **l'Internationale Socialiste,** reconstituée en 1951 au Congrès de Francfort. L'IS rassemble des partis socialistes et sociaux-démocrates de tous les continents pour développer la concertation sur les grandes questions du moment.

La pratique de l'internationalisme est directement liée au choix politiques et sociaux des socialistes.

Jusqu'en 1914, la solidarité, par dessus les frontières, des prolétariats contre le capitalisme mondial était soudée par l'espoir d'imposer le maintien de la paix aux classes dirigeantes européennes. Mieux que tout autre, Jaurès a incarné la synthèse du patriotisme, de l'internationalisme et de l'amour de la paix.

Une des conséquences de la guerre de 14 aura été, avec la Révolution russe de 1917, la division du mouvement ouvrier et le

développement des partis communistes, la confusion par ceux-ci des intérêts du socialisme avec ceux de l'Etat soviétique.

Après la deuxième guerre mondiale, les luttes d'émancipation des peuples opprimés et les problèmes du Tiers-Monde surexploité ont donné à l'internationalisme des socialistes et à leur sens de la solidarité une dimension nouvelle, en certains cas mieux ressentie.

UNE FRANCE INDÉPENDANTE ET OUVERTE SUR LE MONDE

Contre le « mondialisme » de l'actuel chef de l'Etat, alibi rhétorique du capitalisme multinational, le Parti Socialiste affirme que, selon l'inspiration de Jaurès, l'amour et le respect de la patrie sont au cœur du véritable internationalisme. C'est en reconnaissant une exigence présente chez tous les peuples que la Gauche peut faire de la démocratie l'âme de la paix, en tirer une force morale capable d'animer la résistance à la servitude et de renverser le cours niveleur d'une exploitation universelle. Il est temps que le socialisme rende aux hommes et aux femmes de notre pays le sens d'une double continuité, celle qui conduit de la petite patrie à la grande comme celle qui reconnaît dans une volonté nationale d'indépendance les conditions mêmes de l'autogestion. « Vivre, travailler, décider au pays », ce cri qui résume le mieux sans doute la peine des hommes déracinés par la crise n'est pas un appel à l'isolement et au repli. Il exhorte les Français à prendre conscience de la nécessité d'une solidarité active des travailleurs, à refuser d'acquiescer, au nom du libre échange et de l'internationalisation de la loi de la jungle, à l'éventration de la société française par les grands carnassiers d'un capital venu d'ailleurs, et à substituer une coopération internationale fondée sur la solidarité des peuples et des classes exploitées à celle des hommes d'affaires et des clients des « Hilton » ; il les exhorte pour tout dire à opposer au cosmopolitisme de la bourgeoisie mondiale l'internationalisme que les peuples ne font encore qu'entrevoir.

Prolongement extérieur de notre choix de société, cette politique lui est essentielle et ne peut d'aucune manière en être considérée comme une rallonge. L'équilibre entre l'Est et l'Ouest et le déséquilibre entre le Nord et le Sud, sur quoi repose la paix du monde, font peser sur elle une menace permanente d'instabilité. Le conflit mondial n'est tenu en suspens et la guerre entre les blocs suffisamment refroidie que par une fantastique fuite en avant des armements et le chapelet des guerres chaudes du Tiers-Monde. Cette situation qui met les peuples d'Europe en demeure de choisir, à l'Est, entre la paix et la liberté, ne leur offre, à l'Ouest, que les modulations variables d'une autre servitude : au cœur de

l'Europe, la société française n'assiste à l'extension des contraintes du marché capitaliste sur le monde que pour mieux les sentir se resserrer sur elle. En s'ouvrant sur le monde, ce qui est nécessaire, notre pays s'ouvre du même coup, dans l'état actuel des choses, sur un capitalisme qui le vide de sa substance et menace d'en détruire l'identité ; ce qui ne lui offre à terme que la possibilité de choisir entre la marginalisation et le repli. Or, la construction du socialisme en France, le développement même de la démocratie, ne sont pas moins incompatibles avec l'isolement qu'avec la dépendance. Le Projet Socialiste est un choix de classe contre l'exploitation et l'inégalité qui ne saurait s'arrêter à des frontières que l'exploitation et l'inégalité effacent chaque jour. Affermir la paix en la fondant sur l'organisation collective de la sécurité et du désarmement, construire véritablement l'Europe sur la solidarité de ses travailleurs et sur la résistance au capitalisme international comme à la poussée de la puissance soviétique, soutenir les luttes menées dans le Tiers-Monde contre l'impérialisme, la convoitise des grandes puissances et l'iniquité du partage mondial des richesses et du travail, les objectifs de notre politique étrangère sont en même temps les moyens pour la France d'affirmer les capacités de travail et de création, la culture et le courage de son peuple.

Projet Socialiste (1980)

Notes personnelles

Coll. Fondation Jean Jaurès

2.

Comprendre une société en mutation

Le Parti a une fonction de mémoire collective des expériences, des élaborations stratégiques, des recherches antérieures du mouvement ouvrier. Il lui appartient de maintenir, au besoin contre les offensives de la mode dont on sait bien qu'en dernier ressort elle obéit toujours à la logique de l'idéologie dominante, les orientations à long terme qui font sa raison d'être.

Projet socialiste

1. La mémoire collective : république et laïcité

Le Parti Socialiste est donc bien porteur à la fois d'un héritage et d'un projet. Un héritage, issu des luttes du passé. Un projet pour éclairer celles de l'avenir. Il y a continuité de l'un à l'autre et cette continuité est liée à la **permanence** de ce qui, à travers ses **mutations,** caractérise le capitalisme : des rapports de pouvoir et de production fondés sur l'exploitation du travail. La connaissance du passé fournit d'indispensables points de repère à la compréhension du présent, c'est-à-dire la **crise du troisième tiers** du XXe siècle. **Compréhension d'autant plus indispensable que la gauche au pouvoir, dans la France des années 80, a la responsabilité non pas d'éviter cette crise, mais de la surmonter.**

L'âge du capitalisme recouvre une déjà longue période de l'histoire humaine. S'il devient un système de production dominant au siècle dernier, ses origines sont bien antérieures. Trois grandes tendances modèlent son évolution : **l'industrialisation** de la production, la **concentration** des structures et du pouvoir économique, **l'élargissement** constant des marchés. Mais ces tendances ne se font pas jour selon une ligne droite. Cette ligne est brisée par des conflits, des crises.

Cette ligne, celle de l'histoire de France, c'est dans l'histoire de la Gauche et du mouvement ouvrier, d'abord distincte mais bientôt commune, celle des combats pour la démocratie politique et la justice sociale qu'elle se forge. C'est l'histoire même de la **République,** d'une République fondée par la bourgeoisie mais

que le peuple doit très tôt défendre et affermir contre elle. La bourgoisie qui a créé des institutions qui répondent aux principes de la démocratie (tels que les exprimait en particulier la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen) s'est attachée aussitôt à en limiter les conséquences, c'est-à-dire à en réserver le bénéfice effectif à elle-même. C'est ainsi que la Révolution française a mis plus d'un siècle à s'accomplir, c'est-à-dire à développer ses effets dans tous les domaines de la société. Le suffrage universel n'a remplacé le suffrage censitaire qu'en 1848 et n'est devenu véritablement universel (avec le vote des femmes) qu'en 1945. La **laïcité** n'est reconnue dans les institutions de la République qu'en 1905. La laïcité, c'est-à-dire le respect des consciences des adultes et des enfants par l'Etat et ses représentants, dont la conséquence la plus importante — mais non la seule — est une école conçue comme un service public, c'est-à-dire une institution propre à transmettre aux enfants les connaissances qui leur permettront d'assurer leur avenir de travailleurs et de citoyens, et elles seulement. Et c'est le développement du mouvement socialiste, c'est la fusion progressive de la Gauche et d'un mouvement ouvrier que le capitalisme n'a cessé de susciter contre lui qui a permis d'imposer aux classes dirigeantes de la société française, la mise en œuvre des principes de la démocratie dans les institutions politiques de la France, puis, d'une manière d'ailleurs encore bien incomplète et toujours contestée, dans le monde du travail et de l'activité économique.

« On m'a demandé un jour : « qu'appelez-vous un vrai républicain ? ». J'ai répondu : « j'appelle un vrai républicain celui qui aurait lutté pour créer la République sous l'Empire et qui, si demain la République était renversée, lutterait aussi pour la rétablir. C'est dans ce sens que je suis un bon républicain. Pas plus que Jaurès, par plus que Guesde ou que Vaillant, ceux qui les ont connus peuvent l'attester, je n'ai jamais séparé de la République la cause présente et la cause future du socialisme.

Léon BLUM (discours au Sénat, 8 avril 1938)

2. L'industrialisation et le progrès technique

Le nom de « bourgeois », avant de signifier « capitaliste » puis, de nos jours, sous une forme banalisée toute « personne aisée », a d'abord désigné les habitants des bourgs. Les villes sont en effet le foyer de la renaissance des échanges commerciaux au XIIe siècle, et le lieu de la première accumulation de richesses qui fonctionneront comme capital.

Celle-ci s'opère autour des marchands, des gros artisans, du négoce international, de la traite des esclaves et de l'expropriation des paysans qui forment une main d'œuvre déracinée. Les Etats apparus dans leur forme moderne à cette époque encouragent et réglementent ces évolutions.

Les inventions techniques du XVIIIe (machine à vapeur, métier à tisser) donnent le coup de fouet à la **première révolution industrielle** (charbon, sidérurgie, textile). Le machinisme progresse rapidement au XIXe siècle. L'exploitation du pétrole et la domestication de l'électricité donnent le signal d'une **deuxième révolution industrielle** (moteur électrique, automobile).

Jusqu'à une époque relativement récente (1950), l'industrialisation de la France ne diminue que lentement, bien que régulièrement, l'importance de la population rurale. L'accélération foudroyante de l'exode rural auquel on a assisté au cours des trente dernières années et qui a coïncidé avec une forte progression de la productivité de l'agriculteur a peut-être changé le visage et les usages de notre pays plus rapidement depuis la deuxième guerre mondiale qu'au cours des cent années précédentes.

Aujourd'hui, depuis la deuxième guerre mondiale, la maîtrise progressive de l'atome, l'invention de l'électronique et de l'informatique, l'usage de micro-organismes à des fins industrielles prépare une **troisième révolution industrielle** (énergies nouvelles, micro-informatique, biotechnologie) qui commence déjà à transformer les modes de produire et les manières de travailler.

3. La concentration du pouvoir économique

L'industrialisation a fait craquer les cadres successifs de son développement. Les anciennes corporations, dissoutes par la Révolution ont laissé place à la « libre entreprise », c'est-à-dire au droit pour les dirigeants d'entreprises d'organiser le travail sans immixtion de l'Etat, ni intervention des salariés.

L'émiettement du travail s'intensifie, des manufactures (juxtaposition d'artisans sans détenteurs d'un métier) aux fabriques (le travail est spécialisé) jusqu'à l'organisation scientifique du travail (le **taylorisme**) qui pousse la répartition des tâches à la limite. La lourdeur des investissements techniques appelle parallèlement l'extension de la base financière des entreprises ; l'exploitation des masses prolétatiennes déracinées dans les villes, permet la concentration d'un énorme capital industriel, commercial et financier.

Mais la concurrence conduit aux « monopoles » (Krupp, Thyssen en Allemagne, Rockefeller, Venderbilt en Amérique). Leur concurrence, notamment anglo-allemande, n'est pas pour rien dans le déclenchement de la première guerre mondiale avec ses 14 millions de morts. Jaurès disait : « le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage ».

Aujourd'hui, la concentration et la centralisation du pouvoir économique se poursuivent à l'échelle nationale et internationale. Les secteurs en pointe pour la concentration, sont, comme sous la première et la deuxième Révolution industrielle, ceux qui portent la troisième : conglomérats énergétiques, groupes électroniques, sociétés chimiques. La façon dont s'articulaient le pouvoir de l'Etat national et le pouvoir économique des **multinationales** est une des clefs de la société moderne : ceux qui les détiennent sont ceux qui détiennent réellement le pouvoir dans notre société ou (dans la mesure même où le capitalisme traverse les frontières), sur le monde.

4. L'élargissement des marchés : nationalisation et internationalisation du capital

Une production qui s'accroît a besoin de débouchés plus larges pour se vendre. Les Etats ont joué un grand rôle dans la constitution et la protection des marchés nationaux (Cromwell en Angleterre, Colbert en France, Bismark en Allemagne, les Républicains américains après la guerre de Sécession, le Japon de l'ère Meiji).

L'impérialisme à partir du dernier tiers du XIXe élargit à la fois les zones d'approvisionnement, de débouchés et de placements financiers. A partir des années 30, l'intervention régulatrice des Etats a stabilisé la croissance des marchés intérieurs permettant, notamment dans les années 50 et 60, des rythmes de 5 % l'an, soit un doublement en 14 ans.

Aujourd'hui, les firmes multinationales répartissent et coordonnent la production à travers différentes nations. Leur essor date des années 50 et 60. En dépit de leur nom, elles gardent généralement un ancrage national privilégié. L'internationalisation du capital limite la marge de manœuvre des politiques économiques des Etats mais ceux-ci soutiennent activement les stratégies de leurs firmes.

5. Les crises de la production capitaliste

Ces mutations s'opèrent aujourd'hui comme hier à travers des crises économiques. Celles-ci sont d'un type nouveau par rapport aux crises de pénurie et de sous-production qui rythmaient traditionnellement l'histoire de l'humanité. La première crise de **surproduction** date de 1811 : les marchandises ne trouvent plus à se vendre, leurs producteurs font faillite, l'embauche s'arrête, le chômage se répand.

Les surproductions qui ont lieu alors tous les dix ans environ sont dites conjoncturelles. L'économie suit un cycle en deux temps : phase de croissance puis phase de dépression (baisse de production) ou de récession (simple ralentissement). Le mécanisme peut être résumé de la façon suivante : l'euphorie liée à la phase ascendante du cycle entraîne un excès d'investissement (surcapitalisation), d'où un excès de marchandises (surproduction) qui se résorbent l'un et l'autre dans la crise, dite, pour cette raison, **d'assainissement** ou **d'ajustement.**

Le système repart ensuite de l'avant, mais sur une base plus large. Pour deux raisons :

1. les plus faibles ont péri dans la crise et les plus gros se sont nourris de leurs restes.
2. La productivité continue d'augmenter et avec elle se développe le mécanisme créateur des revenus qui sont la contrepartie d'une production accrue.

Ainsi pendant les crises conjoncturelles les rapports de forces se modifient et des **mutations structurelles** se produisent. La première vague de constitution des monopoles date de la crise de 1873. La crise, depuis les années 70 du XXe siècle, a accéléré l'essor des multinationales.

Mais la crise est dite proprement structurelle quand les déséquilibres sont trop profonds et que tout le système se bloque. Cela s'est produit à deux reprises au XXe siècle, dans les années 30 la « Grande Dépression » qui produisit à la fois le nazisme et la guerre sous l'effet d'une crise de la demande solvable donc de la consommation et du crédit ; **dans les années 70** avec signes précurseurs au cours de la décennie précédente, **la crise — toujours actuelle — est une crise de rentabilité du capital.**

Au milieu des années 80 le monde n'est pas encore sorti de cette crise dont le projet socialiste note que « **c'est dans la logique d'ensemble du système qu'il faut chercher l'explication du grip-**

page et non dans un accident ou un choc pétrolier dont l'effet perturbateur — bosse inflationniste et creux déflationniste — n'a été si grave que parce qu'il atteignait un organisme déjà malade ».

Cette crise paraît liée à deux éléments fondamentaux : la ***baisse des taux de profit*** *et le* ***durcissement des contradictions intercapitalistes.*** *L'histoire du capitalisme restera probablement comme celle de sa lutte permanente contre la baisse du taux de profit, tant il est vrai qu'il y va du pouvoir même de la classe dominante, car les bénéfices d'une entreprise, rapportés aux capitaux engagés pour les produire, tendent à diminuer.*

Deux raisons expliquent ce mouvement. D'un côté, les travailleurs ***résistent à l'exploitation,*** *organisent leur défense et tentent d'obtenir des salaires leur permettant un niveau de vie décent dans le cadre socio-culturel prévalant. Dès lors le partage de la valeur ajoutée se trouve modifié en leur faveur et la part des profits réduite. D'un autre côté, la* ***masse des capitaux engagés rapportés à la masse salariale tend à croître*** *en longue période sous le coup du progrès technique.*

Les deux mouvements ne sont pas cependant totalement indépendants. En effet, les luttes des travailleurs impulsent une réaction de la part de la classe dominante qui va recourir au progrès technique (nouvelles machines, nouvelle organisation du travail) pour briser leur résistance et tenter de réduire leur rôle dans la sphère de production.

La baisse des taux de profits ne s'analyse pas comme le résultat d'une évolution purement arithmétique de deux grandeurs comptables, mais elle est la traduction économique des luttes de classes qui se nouent au cœur même du capitalisme.

Résolution de Valence.

Cette approche théorique doit être couplée avec une approche géostratégique (les contradictions intercapitalistes). **La guerre économique mondiale, dont les pays du Sud souffrent le plus durement, met aux prises trois ensembles dans le Nord : les Etats-Unis, le Japon et en ordre dispersé les Européens. L'arme monétaire — le dollar libéré de toute contrainte à partir de 1971 — l'arme énergétique — le relèvement du prix du pétrole provoqué en sous-main par les « majors » pétrolières en 1973 — ont donné un nouvel essor à l'économie intérieure américaine** qui était en perte de vitesse au cours des années 60 (productivité et taux d'investissements très bas) à côté de la prodigieuse expansion du capital américain à l'étranger. Aujourd'hui, ce sont les pays d'Europe occidentale qui sont en voie d'être distancés.

Ainsi l'enjeu de la troisième crise du XXe siècle, c'est comme dans toute crise, l'établissement de nouveaux rapports de pouvoir et de profit. De nouveaux rapports de forces stables à l'échelle nationale et internationale, qui aidant les plus forts sur l'axe Est/Ouest à éliminer les plus faibles et à asseoir plus solidement leur emprise sur l'axe Nord/Sud, permettraient globalement au système de retrouver sa capacité à produire du profit.

La nature de la crise introduit une grande indétermination pour l'avenir. Il y a donc crise des théories déterministes, aussi bien celle de l'inéluctabilité d'une crise générale, finale, du capitalisme que celle de l'ajustement automatique, du retour incessant à l'équilibre. Cette indétermination à l'échelle internationale constitue aussi la **marge de manœuvre** qui permet à une entreprise de transformation, commencée à une échelle nationale, de préparer un nouvel ordre mondial.

Notes personnelles

Coll. Fondation Jean Jaurès

3.

Organiser un parti pour le changement

« La France se trouve aujourd'hui au terme d'une seconde révolution qui dure en réalité depuis plus d'un siècle. La première avait transféré le pouvoir à une classe ascendante déjà maîtresse pour une large part de la propriété. La seconde exclut une classe déchue qui n'a su ajuster son tempérament acquis ni aux nécessités de la production industrielle ni aux besoins du gouvernement démocratique ».

Léon BLUM (A l'échelle humaine)

En d'autres termes : c'est bien la faillite des classes dirigeantes de ce pays dont les élections de 1981 ont été la traduction politique comme le furent en d'autres temps celles de 1936, qui donne à la Gauche la responsabilité de conduire l'avenir de la France.

Le Parti Socialiste s'est réaffirmé, à partir des années 1970, autour d'un projet de société, caractérisé par une **perspective autogestionnaire,** et par une stratégie d'Union de la Gauche autour d'une **organisation rénovée.** Cette affirmation a été rendue possible par les mutations de la société française largement engagées au cours de la période précédente et que le choc de la crise, depuis une quinzaine d'années, a précipitées.

1. La transformation de la structure socio-économique de la France

La « crise » en France emprunte son caractère à la fois aux **principes fondamentaux** de l'évolution du système capitaliste tels qu'ils viennent d'être résumés, et aux **traits particuliers de l'histoire de la collectivité française.**

Les uns et les autres permettent de comprendre la transformation de la structure économique de la France et le « virage à gauche » de certaines couches sociales (nouvelles couches de salariés, d'agriculteurs) et de certaines sensibilité culturelles (en particulier chrétiennes), qui à travers les succès des années 70, conduisirent à la victoire de 1981.

La bourgeoisie française avait bâti au XIXe siècle son « bloc historique » au sens de GRAMSCI, c'est-à-dire l'alliance des classes intéressées au maintien de l'ordre établi, solidifiée dans des institutions et soudée par une idéologie commune, d'une part sur le paysannat, d'autre part sur les couches de travailleurs indépendants (professions libérales, commerçants) qui lui avaient fourni des réseaux de soutien à travers tout le pays.

Mais la crise destabilise ce « bloc historique ».

> *La mutation du capitalisme français a sapé les bases sociales qui étaient celles de la base dominante depuis des décennies : la paysannerie petite et moyenne se prolétarise, les couches moyennes traditionnelle, si elles restent numériquement importantes, déclinent inexorablement.*
>
> ***Projet socialiste***

Trois tendances lourdes gouvernent cette évolution :

- Au sein de la classe capitaliste, les milieux les plus liés au **capital transnational** deviennent prépondérants, après la décolonisation, avec l'ouverture sur le Marché Commun, en particulier pendant le septennat de M. Giscard d'Estaing. Des évolutions divergentes se font jour avec la petite bourgeoisie des PME qui souffre plus rudement de la crise.
- Les couches de **petits travailleurs indépendants** continuent de suivre un processus de déclin : commerçants, artisans, paysans. Dans les années 70, un commerçant sur 4 ferme boutique. Beaucoup de petits agriculteurs, endettés par la modernisation, deviennent de véritables prolétaires de la terre ou la quittent.
- Le développement d'une **salarisation** de masse va de pair avec l'éclatement du statut salarial. Jusqu'en 1974 la part des ouvriers a continué à augmenter dans la population active : 39 % du total. Depuis elle régresse légèrement en liaison avec un phénomène de déclin de l'emploi industriel. De nouvelles couches salariées secrétées par la croissance soit dans la production (techniciens, ingénieurs) — soit hors production (employés, cadres) ont acquis un poids numérique égal à celui des ouvriers.

La classe ouvrière, même au XIXe siècle, n'avait jamais été homogène. **La crise fait éclater le monde du travail** entre un secteur protégé (entreprises à statut, secteurs de pointe) et un secteur exposé (branches en difficulté), terre d'élection du chômage et du travail précaire.

Evolution de la composition de la population active 1968 - 1974 - 1980 (enquêtes emploi INSEE)				
GROUPES SOCIO-PROFESSIONNELS	**1968**	**1974**	**1980**	**1980/1968**
Agriculteurs exploitants	11,5	8,4	7,3	— 4,2
Salariés agricoles	2,8	1,8	1,3	— 1,5
Patrons industrie et commerce	10,7	9,2	8,1	— 2,6
Professions libérales et cadres supérieurs	5,1	6,6	8,4	+ 3,3
Cadres moyens	10,3	13,2	14,4	+ 4,1
Employés	15	16,1	16,8	+ 1,8
Ouvriers	36,6	36,9	35,3	— 1,3
Personnels de service	6,2	5,9	6,5	+ 0,3
Autres	1,8	1,9	1,9	+ 0,1
ENSEMBLE	100	100	100	100

2. La stratégie d'union des forces populaires et la théorie du front de classe

Le Parti socialiste a expliqué cette évolution de la société française, à partir des années 70, dans la théorie du **front de classe.** Celui-ci est constitué par l'alliance de tous ceux qui **ont intérêt** à remettre en cause l'organisation de la société française modelée par le système capitaliste et auxquels la crise en fait **prendre conscience.** Y ont place, non seulement les salariés, — les ouvriers et les petits et moyens employés — mais aussi nombre de travailleurs de la terre et de petits artisans et commerçants que le système condamne à disparaître.

Les couches que le front de classe a vocation à agréger sont la **base « naturelle »** du Parti Socialiste. C'est à l'action politique, donc au Parti, que revient la tâche de la souder, à travers des luttes et un projet commun. Le front de classe est un fait politique et pas seulement « social ». La théorie du front de classe est au croisement d'une **approche politique** et d'une **approche sociologique** de la réalité française. Le front de classe a besoin pour se souder d'une idéologie commune, d'un projet commun. On peut dire qu'il est la base d'un « nouveau bloc historique » dans le sens de Gramsci (voir plus haut).

L'évolution récente du capitalisme français a destabilisé la coalition que la bourgeoisie avait rassemblée : paysans petits et moyens, travailleurs indépendants disparaissent ou se prolétarisent tandis que se développe le travail répétitif et déqualifié et que l'exploitation de toutes les couches salariées augmente avec l'approfondissement de la crise. A côté de la classe ouvrière tradi-

tionnelle, de nouvelles couches salariées (employés, techniciens, ingénieurs) sont appelés par le Parti Socialiste à rejoindre une coalition offensive, le front de classe, à travers les luttes et un projet commun.

> *Le front de classe n'est pas une donnée préexistante. C'est un produit de la lutte des classes. Il se crée non seulement à l'occasion des élections, mais dans les luttes quotidiennes. Encore faut-il que le Parti se montre capable de les inscrire dans une perspective politique d'ensemble et pour cela de battre en brèche l'influence de l'idéologie dominante sur les couches de la société qui y sont sensibles.*
>
> ***Projet socialiste***

La **stratégie d'union des forces populaires** est la traduction en terme de stratégie sociale de cette analyse théorique. Elle implique donc un débat et une convergence entre les grandes sensibilités qui traversent l'ensemble social que doit constituer le front de classe et un rapprochement des organisations — partis, syndicats, associations — qui expriment ces intérêts sociaux.

Avec les syndicats cette coopération doit s'opérer compte tenu d'une tradition historique, dans le respect de leur indépendance. C'est ce qu'énonce la 13e thèse sur l'autogestion.

> *C'est donc une nouvelle forme de complémentarité parti-syndicats fondée sur l'indépendance dans la solidarité qu'il s'agit d'élaborer : indépendance de chacun dans l'élaboration de son analyse, de sa stratégie, de son projet, de ses décisions propres. Solidarité parce que l'adversaire de classe est le même et que les décisions des uns et des autres interfèrent constamment. La spécificité des partis de gauche et des syndicats n'est donc pas à rechercher dans une limitation de leurs champs d'intervention mais dans la particularité de leurs objectifs et de leurs formes d'action.*
>
> ***13e thèse sur l'autogestion (1975***

3. La stratégie d'union de la gauche et de rassemblement populaire

La stratégie d'union de la gauche désigne l'alliance des forces politiques de la gauche à commencer par les deux principales d'entre elles : le Parti Socialiste et le Parti Communiste Français. Elle est la transposition au plan politique de ce qu'est l'union des forces populaires au plan social. L'union de la gauche pose le problème des **rapports PS/PC.** Problème permanent depuis le Congrès de Tours de décembre 1920 qui a vu scissionner d'une

part une S.F.I.C. (Section Française de l'Internationale Communiste) futur PCF acceptant le modèle d'organisation et de stratégie proposé par les « 21 conditions » de l'Internationale Communiste (Komintern), d'autre part une S.F.I.O. maintenue autour de Léon Blum, qui refusait ces conditions.

Le texte intégral des 21 conditions d'adhésion à la troisième Internationale

I. Toute la propagande et l'agitation doivent avoir un caractère réellement communiste et être conformes au programme et aux décisions de la IIIe Internationale. Tous les organes de presse du parti doivent être dirigés par des communistes de confiance, qui ont prouvé leur dévouement à la cause du prolétariat. On ne doit pas parler de dictature du prolétariat comme d'une formule banale, mais elle doit être propagée de telle manière que sa nécessité soit démontrée aux simples ouvriers, ouvrières, soldats et paysans au moyen de faits de la vie quotidienne qui doivent être systématiquement observés par notre presse et exploités jour par jour.

La presse périodique et autre et toutes les librairies du parti doivent être entièrement soumises au comité du parti, sans considérer si, à ce moment-là, le parti est dans son ensemble légal ou illégal. Il est inadmissible que les libraires abusent de leur autonomie et mènent une politique qui ne correspond pas absolument à celle du parti.

Dans les colonnes de la presse, dans les réunions populaires, dans les syndicats, les coopératives, partout où les adhérents à la IIIe Internationale ont accès, il est nécessaire de flétrir impitoyablement non seulement la bourgeoisie, mais aussi ses complices, les réformistes de toutes nuances.

II. Toute organisation qui veut adhérer à la IIIe Internationale communiste doit régulièrement et méthodiquement éloigner de tous les postes plus ou moins responsables du mouvement ouvrier (organisation du parti, rédactions, syndicats, groupes parlementaires, coopératives, administrations communales), les réformistes et les centristes et les remplacer par des communistes éprouvés sans s'arrêter au fait que, au début surtout, des opportunistes capables seront remplacés par de simples ouvriers.

III. Dans tous les pays d'Europe et d'Amérique, la lutte de classes entre dans la phase de la lutte civile. Dans ces circonstances, les communistes

ne peuvent avoir aucune confiance dans la légalité bourgeoise. Ils sont tenus de créer partout un ensemble parallèle d'organisations illégales qui, au moment décisif, aideront le parti à remplir ses devoirs vis-à-vis de la révolution. Dans tous les pays où les communistes, par suite de l'état de siège et de lois d'exception, sont dans l'impossibilité d'exécuter légalement leur travail, il est nécessaire de combiner sans conditions l'activité légale avec l'illégale.

IV. Le devoir de répandre les idées communistes implique l'obligation particulière de mener une propagande vigoureuse et systématique dans l'armée.

Quand cette agitation est ligotée par des lois d'exception, il faut la mener illégalement. Le renoncement à ce travail équivaudrait à une trahison envers le devoir révolutionnaire et serait incompatible avec l'adhésion à la IIIe Internationale.

V. Une agitation systématique et méthodique est nécessaire dans les campagnes. La classe ouvrière ne peut vaincre si elle n'a pas les prolétaires des champs et au moins une partie des plus pauvres paysans derrière elle et si, par sa politique, elle ne s'est pas assuré la neutralité d'une partie, tout au moins, de la campagne arriérée. Le travail communiste dans les campagnes est actuellement d'une importance considérable. Il doit être principalement mené avec l'aide des ouvriers révolutionnaires communistes de la ville et de la campagne qui sont en rapport avec la population rurale. Renoncer à ce travail ou le confier à des mains douteuses, mi-réformistes, serait renoncer à la révolution prolétarienne.

VI. Tout parti qui désire appartenir à la IIIe Internationale est tenu de démasquer non seulement le social patriotisme avoué, mais aussi la malhonnêteté et l'hypocrisie du social pacifisme : il doit montrer systématiquement aux ouvriers que, sans renversement révolutionnaire du capitalisme, aucune cour d'arbitrage internationale, aucun accord sur la limitation des armements, aucune réorganisation soi-disant démocratique de la « Ligue des Nations », ne seront capables d'empêcher de nouvelles guerres impérialistes.

VII. Les partis qui désirent appartenir à la IIIè Internationale sont tenus de reconnaître la rupture complète et définitive avec le réformisme et la politique du centre et de propager cette rupture dans les plus larges cercles d'adhérents. L'action communiste conséquente n'est possible qu'à ce prix.

L'Internationale communiste exige, impérieusement, et sans conditions, l'accomplissement de cette rupture dans le délai le plus court. L'Internationale communiste ne peut s'accommoder de ce que des opportunistes notoires tels que Turati, Kautsky, Hilferding, Hillquit, Longuet, Macdonald, Modigliani et autres puissent avoir le droit de se

dire affiliés à la IIIe Internationale ou d'y être représentés. Un pareil état de choses ferait ressembler par trop la IIIe Internationale à la IIe.

VIII. Sur la question des colonies et des nations opprimées, il est nécessaire qu'une attitude particulièrement claire et nette soit prise par les partis des pays dont la bourgeoisie est en possession de colonies et opprime d'autres pays. Tout parti qui désire appartenir à la IIIe Internationale est tenu de démasquer les manigances de ses impérialistes dans ses colonies, d'appuyer non seulement par des paroles, mais par des faits, les mouvements libérateurs des colonies, d'exiger l'expulsion immédiate de ses impérialistes nationaux hors de ses colonies, de cultiver dans le cœur des ouvriers de son pays les relations vraiment fraternelles avec les populations ouvrières des colonies, et dans les troupes de son pays une agitation systématique contre toute oppression des peuples coloniaux.

IX. Tout parti qui désire appartenir à la IIIe Internationale communiste doit, systématiquement et avec persévérance, déployer une activité communiste au sein des syndicats, des conseils d'ouvriers et d'usines, des coopératives et autres organisations de masses d'ouvriers. Il est nécessaire d'organiser, au sein de ces organisations, des cellules communistes qui, par un travail constant et persévérant, devront gagner les syndicats, etc., à la cause du communisme. Au cours de leur travail quotidien, les cellules sont tenues de démasquer partout la trahison des social-patriotes et l'irrésolution du centre. Les cellules communistes doivent être entièrement subordonnées à l'assemblée du parti.

X. Tout parti appartenant à l'Internationale communiste est obligé de mener une lutte opiniâtre contre l'Internationale d'Amsterdam des unions syndicales jaunes. Il doit propager, le plus énergiquement possible, parmi les ouvriers organisés syndicalement, la nécessité de la rupture avec l'internationale jaune d'Amsterdam. Par tous les moyens, il doit appuyer la naissance de l'union internationale des syndicats rouges affiliés à l'Internationale communiste.

XI. Les partis qui veulent appartenir à la IIIe Internationale sont tenus de soumettre à une révision la composition des groupes parlementaires, d'en expulser les éléments douteux, de soumettre ces fractions, pas seulement en paroles mais en faits aux comités centraux des partis, en même temps qu'il sera exigé de tout parlementaire communiste qu'il puisse soumettre toute son activité aux intérêts d'une propagande et d'une agitation vraiment révolutionnaires.

XII. Les partis appartenant à l'Internationale communiste doivent être constitués sur la base du centralisme démocratique. Dans l'époque actuelle de guerre civile aigüe, le parti communiste ne sera en état de remplir son devoir que s'il est organisé de la manière la plus centraliste

possible, si une discipline de fer confinant à la discipline militaire règne en lui, et si le centre du parti chargé par la confiance de ses membres de toute la puissance est pourvu de l'autorité et des pouvoirs les plus étendus.

XIII. Les partis communistes des pays dans lesquels les communistes effectuent leur travail légalement doivent de temps en temps opérer des nettoyages (par le remplacement des membres) de la composition de leurs organisations et nettoyer systématiquement le parti des éléments intéressés et petits-bourgeois qui s'y glissent.

XIV. Tout parti qui désire appartenir à la IIIe Internationale communiste est obligé de porter, sans répit, assistance à toute république soviétique dans sa lutte contre les forces contre-révolutionnaires. Les partis communistes doivent mener une propagande nette pour empêcher le transport des munitions de guerre aux ennemis de la République des Soviets. De plus, par tous les moyens, légalement ou illégalement, ils doivent faire de la propagande parmi les troupes expédiées pour étrangler les Républiques soviétiques.

XV. Les partis qui ont encore gardé, jusqu'à présent, leur vieux programme socialiste sont maintenant obligés de changer ce programme dans le plus court délai possible et, en rapport avec les conditions particulières de leur pays, d'élaborer un nouveau programme communiste dans l'esprit des décisions de l'Internationale communiste. Régulièrement, le programme de tout parti appartenant à l'Internationale communiste doit être ratifié par le congrès ordinaire de l'Internationale communiste ou par son Comité exécutif. Dans le cas de non ratification du programme de l'un ou de l'autre parti par le Comité exécutif de l'Internationale communiste, le parti intéressé a le droit d'en appeler au congrès de l'Internationale communiste.

XVI. Toutes les décisions du Congrès de l'Internationale communiste de même que les décisions de son Comité exécutif sont obligatoires pour tous les partis appartenant à l'Internationale communiste. L'Internationale communiste agissant dans les conditions de guerre civile la plus aigüe, doit être plus centralisée que ne le fut la IIe Internationale. Par contre, il va de soi que l'Internationale communiste et son Comité exécutif, dans leur action générale, doivent tenir compte des conditions diverses dans lesquelles les différents partis ont à lutter et ne doivent prendre de décisions d'une portée générale que dans les questions où de telles décisions sont possibles.

XVII. Conformément à tout ce qui précède, tous les partis adhérant à l'Internationale communiste doivent modifier leur appellation. Tout parti désireux d'adhérer à l'Internationale communiste doit s'intituler le : Parti communiste de (section de la IIIe Internationale communiste).

Cette question d'appellation n'est pas une simple formalité, elle a aussi une importance politique considérable. L'Internationale communiste a déclaré une guerre sans merci au vieux monde tout entier et à tous les vieux partis social-démocrates jaunes. Il importe que la différence entre les partis communistes et les vieux partis « social-démocrates » ou « socialistes » officiels qui ont vendu le drapeau de la classe ouvrière soit plus nette aux yeux de tout travailleur.

XVIII. Tous les organes de presse des partis de tous les pays sont obligés de publier tous les documents officiels importants du Comité exécutif de l'Internationale communiste.

XIX. Tous les partis qui appartiennent à l'Internationale communiste, ou ont adressé une demande d'adhésion, sont obligés de convoquer, aussi vite que possible, au plus tard quatre mois après le deuxième congrès international communiste, un congrès extraordinaire pour examiner toutes ces questions. A cette fin, les comités centraux doivent veiller à ce que les décisions du deuxième congrès de l'Internationale communiste soient connues de toutes les organisations locales.

XX. Les partis qui voudraient maintenant entrer dans la IIIe Internationale, mais n'ont pas encore, jusqu'à présent, changé radicalement leur tactique, doivent avant leur entrée dans la IIIe Internationale, veiller à ce que les deux tiers au moins des membres de leurs comités centraux et de toutes les importantes institutions centrales soient composés de camarades qui, avant le deuxième congrès de l'Internationale communiste, s'étaient déjà prononcés nettement et publiquement en faveur de l'entrée du parti dans la IIIe Internationale. Des exceptions seront permises avec l'autorisation de la IIIe Internationale.

L'exécutif de l'Internationale communiste a le droit légalement de faire des exceptions en faveur des représentants de la tendance centriste désignés dans le paragraphe 7.

XXI. Les membres des partis qui rejettent en principe les conditions posées par l'Internationale communiste doivent être exclus du parti. Cette disposition s'applique notamment aux délégués aux congrès extraordinaires.

Quatre grandes questions ont divisé dès l'origine socialistes et communistes. Elles continuent, à des degrés divers, à alimenter leurs débats :

— **L'appréciation du régime soviétique.** Là où les communistes continuent de voir un « socialisme réel » dont il est décisif de rester solidaire (internationalisme prolétarien), nous avons fait l'analyse de sociétés bureaucratiques d'un type spécifique qui ne peuvent servir de référence, encore moins de modèle.

— **La question du pouvoir.** Là où les communistes concevaient la prise du pouvoir révolutionnaire par la lutte civile débouchant sur une « dictature du prolétariat » mettant entre parenthèses le pluralisme politique, les socialistes n'ont jamais cessé de coupler la prise de conscience croissante dans le peuple et la voie du suffrage universel majoritaire.

— **La question du rapport parti-masses.** Les communistes, au nom de la théorie du parti d'avant-garde de la classe ouvrière, ont une conception fondamentalement inégalitaire de l'alliance politique : le parti de la classe ouvrière qu'ils prétendent constituer à eux seuls peut passer alliance avec les partis représentants les classes moyennes (dont le P.S.) mais comme la classe ouvrière doit garder un rôle dirigeant, c'est au P.C.F. qu'il appartient de diriger l'alliance. Au contraire pour le P.S., il y a égalité de droits et de devoirs entre partis représentatifs du front de classe car aucun parti ne peut prétendre à la représentation exclusive de la classe ouvrière.

> *L'Union de la Gauche, pour nous, est la traduction politique du front de classe qui vise à unifier les forces sociales en lutte contre le système capitaliste. C'est-à-dire qu'elle ne saurait se limiter à un quelconque « rassemblement de mécontents » ou se dissoudre dans une vague « union sacrée » contre tel ou tel aspect de la politique du grand capital. En cela le front de classe se distingue de l'alliance antimonopoliste comme il se distingue des postulats théoriques et sociologiques sur lesquels le P.C.F. fonde sa prétention à exercer une influence dirigeante dans le mouvement populaire.*
>
> ***Motion d'orientation du Congrès de Nantes (juin 1977)***

— **L'organisation.** Chaque parti est maître de son organisation mais le « **centralisme démocratique** » propre au P.C.F. assure un monolithisme de l'organisation très pesant, tandis que le pluralisme au sein du P.S., grâce aux courants de pensées assure une beaucoup plus grande démocratie au fonctionnement.

> *Si l'on voit dans la conquête du pouvoir un but immédiat, si l'on imagine, contrairement à toute la conception marxiste de l'histoire, qu'elle est l'unique procédé pour préparer cette transformation sur laquelle ni l'évolution capitaliste, ni notre propre travail de propagande n'auraient d'effet, si par conséquent un décalage trop long s'introduit entre la prise du pouvoir, condition, et la transformation révolutionnaire, but, alors nous ne sommes plus*

d'accord. Alors nous vous disons que votre dictature n'est plus la dictature temporaire qui vous permet d'aménager les derniers travaux d'édification de votre société. Elle est un système de gouvernement stable, puisque régulier dans votre esprit et à l'abri duquel vous voulez faire tout le travail. C'est cela le système de Moscou.

Léon BLUM (Congrès de Tours - décembre 1920)

Depuis le Congrès de Tours, l'histoire des rapports PS/PC est faite d'alternance de conflits et de coopérations mettant tour à tour en valeur ce qui divise et ce qui rapproche — une souche historique identique, des adversaires communs, l'expression des mêmes intérêts sociaux, certaines références analogues. Les grandes avancées sociales, que ce soit en 1936, en 1944-47, après 1981, se sont toujours produites lorsque l'ensemble des formations de gauche ont conjugué leurs forces.

Le **Congrès d'Epinay en juin 1971** restera comme celui des choix décisifs en matière stratégique : en faveur d'une alliance non seulement électorale mais programmatique avec le P.C.F. et par répudiation des alliances au centre, de type « 3e force » qui avaient souvent eu lieu sous la IVe République.

La stratégie unitaire fut concrétisée dans un « Programme commun de gouvernement » (juin 1972) auquel le Mouvement des Radicaux de Gauche ajouta sa signature. Les élections qui suivirent (législatives de mars 1973 : Union de la gauche + de 43 % dont 20,6 % pour l'UGSD (PS + MRG) puis les présidentielles de mai 1974 où François Mitterrand recueillit 49,7 % des suffrages) montrèrent la popularité de cette stratégie dans le pays.

L'union connut bien des vicissitudes. Le changement des rapports de force électoraux au sein de la gauche (le PS prenant l'avantage) ainsi que l'appréciation portée sur la politique du P.S. par le P.C.F. conduisent celui-ci à rompre l'union à l'occasion des négociations sur l'actualisation du Programme Commun en septembre 1977. Cette rupture eut pour conséquence l'échec électoral de la gauche en mars 1978.

Mais l'aspiration unitaire demeure très forte parmi les travailleurs. Le PS, en choisissant notamment au Congrès de Metz (avril 1979) de maintenir le cap unitaire a su démontrer devant l'opinion que la rupture n'était pas de son fait. En refusant de céder aux exigences communistes, il a démontré qu'une véritable politique unitaire n'était pas une politique de faiblesse, la force de l'union résidant dans le respect mutuel des partenaires. Le vote du

1er tour de l'élection présidentielle le 26 avril 1981 (F. Mitterrand 26 %, G. Marchais 15 %) confirme cette stratégie et constitue un désaveu pour la politique du PCF.

> *Pour transformer la société française, la voie stratégique choisie par nous est l'union de la gauche, qui respecte les différences de ses composantes (PS, PCF, MRG) et traduit au plan des organisations politiques l'union des forces populaires forgée dans un combat commun. Ce choix est à la base de la reconstruction du Parti Socialiste à Epinay en 1971, et de la conclusion du programme commun de gouvernement en 1972. Après bien des aléas, notamment de 1974 à 1978, c'est lui qui permet le succès de François Mitterrand en 1981.*
>
> ***Résolution de Valence (1981)***

Les gouvernements constitués après les élections législatives de juin 1981 (PS : 37,5 % - PCF : 14,6 %) avec des membres socialistes, communistes, radicaux de gauche, gaulliste et PSU sont la traduction de cette stratégie au niveau gouvernemental.

Jusqu'à la fin du mois de juillet 1984 quatre ministres communistes ont participé au gouvernement de la Gauche. Cette collaboration s'est effectuée dans de bonnes conditions, au niveau du gouvernement lui-même. Pendant ces trois ans cependant, le parti communiste français, qui restait confronté à une crise que l'on peut sans doute qualifier d'historique, (elle remonte au moins à la publication du rapport Khroutchev en 1956)* ne parvenait guère à créer en son sein les conditions d'une remise en cause suffisamment positive pour la surmonter. Partageant les responsabilités du pouvoir sans être, et de loin, en raison de la volonté des électeurs, la composante la plus forte de celui-ci, et ne voulant pas assumer l'impopularité ou l'incompréhension que certains aspects de la politique du gouvernement devaient susciter, le P.C.F. a décidé, après le grave échec électoral subi aux élections européennes (juin 1984), de rompre l'accord conclu en 1981 et de refuser sa participation au gouvernement Fabius. La logique de ce choix le conduit à accentuer progressivement ses critiques et à rompre la majorité politique établie en 1981 pour revenir à l'attitude de division qui fut la sienne de 1977 à 1981. Sans doute espère-t-il capitaliser de la sorte un certain nombre de mécontentements. Il demeure qu'une attitude exclusivement négative risque à terme d'accentuer son déclin. N'est-ce pas, en effet, face à la droite, contre un gouvernement de gauche qu'elle conduit le P.C.F. à déployer le plus d'efforts ?

* Analysant pour la première fois, mais bien timidement, les implications historiques du stalinisme.

Le Parti Socialiste, en ce qui le concerne, continue à rechercher, au niveau des collectivités locales comme ailleurs, les voies d'**une union qui est conforme aux intérêts des travailleurs et de l'ensemble du pays.** Le bon sens n'indique-t-il pas, en effet, que dès lors que les électeurs de gauche se reconnaissent dans plusieurs partis — et il est clair qu'il en sera ainsi longtemps encore — la division de la gauche lui interdirait de conserver une majorité politique nécessaire pour continuer l'œuvre entreprise en 1981 ? Mais il est probable que le retour de l'union devra s'inventer un nouveau chemin. C'est sans doute à travers la formation de ce vaste « rassemblement populaire » auquel appelait François Mitterrand dans son discours de Figeac en automne 1982 que le Parti Socialiste renouvellera une stratégie toujours conforme au choix du congrès d'Epinay.

L'ACCORD PS-PCF JUIN 1981

Réunis au lendemain des élections législatives comme ils en étaient convenus, les représentants du Parti Socialiste et du Parti Communiste Français se félicitent du choix que vient de faire le peuple français qui a confirmé le 21 juin son vote du 10 mai en donnant à la majorité présidentielle une large majorité à l'Assemblée Nationale. Les conditions sont ainsi créées pour mettre en œuvre le changement attendu dans le pays.

En vue de parvenir à une orientation gouvernementale commune, les deux partis ont consacré l'essentiel de leur discussion aux points qui étaient restés en débat lors de leur précédente rencontre.

Conscients des devoirs que leur dicte la situation, les deux partis se déclarent décidés à promouvoir la politique nouvelle qu'ont choisie les Françaises et les Français en élisant François Mitterrand à la Présidence de la République. Ils le feront au gouvernement dans une solidarité sans faille, ils le feront dans les collectivités locales et régionales, dans les entreprises, en

→

respectant les fonctions propres des institutions et des partis. A cet effet, tout en réaffirmant leur attachement à la personnalité propre et aux positions fondamentales de chacun de leurs partis, ils prendront pour base, dans tous les domaines, les choix faits par le pays et les convergences vérifiées dans leurs discussions.

La politique de changement qui est d'ores et déjà engagée par les premières mesures gouvernementales continuera. Les engagements seront tenus. Ce changement se fera, comme il a commencé, par la voie démocratique, à partir de la volonté exprimée par le suffrage universel. Ce changement comportera en particulier les nouvelles mesures de justice sociale et d'élévation des ressources des plus défavorisés qui devront être prises dès les prochains mois. Il se poursuivra par étapes, selon un rythme de transformation qui tiendra compte de la situation de crise, du fait que l'économie de la France est ouverte sur l'extérieur, des nécessaires équilibres économiques et financiers.

Dans le même esprit, les deux partis pensent qu'à l'issue des négociations en cours entre les organisations syndicales et le patronat, devrait être préparée, dans les meilleurs délais, la législation sur la diminution du temps de travail. Puis, le cadre légal étant fixé, devraient s'engager, sous l'impulsion du gouvernement, de nouvelles négociations pour préciser, branche par branche et, le cas échéant, par entreprise, les modalités et les calendriers d'application.

Les deux partis considèrent que l'extension du secteur public sera une garantie de l'efficacité et de la démocratisation de la planification. Ils se déclarent d'accord pour que l'extension et les modalités de l'organisation du secteur public se fassent conformément aux propositions ratifiées le 10 mai.

Dans la situation du pays, les deux partis estiment nécessaire l'élaboration d'un plan de redressement de deux ans qui crée les conditions d'une nouvelle croissance économique et d'une lutte efficace contre le chômage. Ils soutiendront une politique de réduction des inégalités sociales. Ils agiront pour la garantie et l'extension des libertés, pour le développement des droits des travailleurs, pour la démocratisation de la vie nationale.

Les deux partis soutiendront l'action internationale de la France — dans le respect de ses alliances — pour la paix et le désarmement progressif en vue de la dissolution simultanée des blocs militaires, en assurant l'équilibre des forces en Europe et dans le monde et la sécurité de chaque pays. Dans cet esprit, ils se prononcent pour qu'intervienne rapidement une négociation

internationale sur la limitation et la réduction des armements en Europe. Cette négociation doit porter notamment sur la présence des missiles soviétiques SS 20 et sur la décision d'installer des fusées américaines Pershing II.

Les deux partis agiront pour le respect du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, de la souveraineté des Etats, de la non-ingérence dans leurs affaires intérieures, pour le droit de chaque pays à sa sécurité. En vertu de ces principes, ils affirment le droit du peuple afghan à choisir son régime et son gouvernement et se prononcent pour le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan et la cessation de toute ingérence étrangère. Prenant acte de la situation créée par les accords de Camp David, ils réaffirment le droit à l'existence et à la sécurité d'Israël et de tous les Etats de la région en même temps que le droit du peuple palestinien à une patrie.

Les deux partis soutiendront activement la participation de la France à la C.E.E., à ses institutions et à ses politiques communes, dans le respect de sa liberté d'action et de ses légitimes intérêts. Ils appuieront des politiques communes sur le plan social, pour la défense de l'agriculture et des secteurs menacés, pour la vitalité de la recherche et des industries de pointe.

Les deux partis ont évoqué l'évolution de la situation en Pologne et souhaitent que ce pays et son peuple conduisent eux-mêmes à bon terme le processus de renouveau économique, social et démocratique dans lequel ils sont engagés.

Ils expriment, tant sur le plan économique que politique, leur solidarité avec les peuples du Tiers-Monde qui, comme au Salvador et au Nicaragua, luttent pour leur émancipation nationale, leur développement, et leur libération démocratique et sociale.

Accord PS/PCF - 23 juin 1981

Les implications stratégiques du projet autogestionnaire s'inscrivent en effet pleinement dans le cadre de l'union de la gauche, c'est-à-dire du choix fondamental effectué par le Parti Socialiste. Une stratégie qui ne s'appuierait pas sur le développement de la dynamique unitaire ne serait qu'impuissance faute de se donner les moyens nécessaires à la prise du pouvoir et à l'ouverture d'une transition au socialisme. de même qu'une stratégie qui réduirait l'union de la gauche à des objectifs tactiques, qui ne se prononcerait pas sur les alliances de classe à opérer, ni sur le contenu et l'importance des luttes menées, viderait à terme la dynamique unitaire de son contenu.

11e thèse sur l'autogestion (1975)

4. Le projet du socialisme autogestionnaire

L'affirmation du projet du socialisme autogestionnaire (programme « Changer la vie » (1972) — 15 thèses sur l'autogestion (1975) — Projet socialiste (1980) a été essentielle à la constitution de l'identité du PS.

Le terme « **autogestion** » avait d'abord été utilisé par les communistes yougoslaves, lorsqu'après la rupture de Tito avec Staline, en 1948, ils cherchèrent à dégager une voie originale. Dans le contexte français, la référence autogestionnaire implique un double refus :
— du réformisme social-démocrate qui renonce à transformer véritablement l'organisation de la société.
— du bureaucratisme stalinien qui encadre la société d'un carcan étouffant.

Le P.C.F., alors que la référence à l'autogestion était le seul désaccord explicite mentionné dans le Programme Commun, s'y est rallié formellement à son 23e congrès en 1979 mais sans que ses positions traditionnelles s'en trouvent aucunement changées et dans un sens qui signifiait à la fois l'abandon d'une perspective rapprochée de conquête du pouvoir d'Etat et le repli sur une conception de « l'union à la base », en fait dirigée contre le P.S. autant que contre l'ordre capitaliste.

> *Le besoin de responsabilité directe et diversifiée s'affirme aussi bien par la revendication dite qualitative sur les lieux de travail que par l'exigence venue de la base d'une décentralisation sur tous les plans et à tous les niveaux. Il traduit un idéal qui implique que les hommes puissent décider de leur travail, de son produit, bref de leur vie dans tous ses aspects. C'est l'idéal du socialisme. L'autogestion étendue à la société signifie la fin de l'exploitation, la disparition des classes antagonistes, l'abolition du salariat, la réalité de la démocratie.*
>
> ***Programme « Changer la vie »***

L'autogestion n'est certainement pas l'émiettement, l'atomisation dans les particularismes locaux, professionnels, sociaux. Elle n'est pas réductible à une meilleure technique de gestion de la vie collective, telle que, par exemple, une sorte de généralisation du mouvement coopératif.

L'autogestion procède de cette exigence universelle qui résiste en chaque homme à l'aliénation de sa responsabilité et de son intelligence, aliénation que la division sociale du travail propre au capitalisme a poussé à l'extrême par exemple dans le travail à la chaîne, robotisation de l'ouvrier ou de l'employé produite par ce que l'on appelle l'organisation scientifique du travail. L'autogestion désigne ainsi à la fois l'objectif du socialisme — celui d'une démocratie poussée jusqu'au bout, celle qui, dans le corps social aurait cessé de séparer la tête de la main — et le chemin, c'est-à-dire l'action, la lutte et la prise de conscience qui nous en rapproche. L'autogestion implique donc un projet politique, au sens plein du mot, un projet de transformation du pouvoir et des rapports sociaux qui l'institue.

Ce projet s'articule en trois temps :

— **comprendre** et le monde en crise où nous vivons et la France où nous commençons à inscrire notre action.

— **vouloir** le changement en l'éclairant des valeurs qui sont au cœur de notre identité : la démocratie la plus large, le travail créateur, la rigueur intellectuelle, la mémoire historique.

— **agir** pour transformer les structures de la vie sociale qui conditionnent habitudes et comportements dans trois grandes directions : **la socialisation** et **la démocratisation** des bases de l'économie. **La planification** démocratique du développement régional, économique et social. Le développement des **droits nouveaux** d'expression et d'intervention dans l'entreprise, la cité.

Ce projet est à la fois national et internationaliste. National parce que les nations sont aujourd'hui le cadre où s'élaborent les solidarités de base et parce que c'est à cette échelle que le processus d'émancipation peut commencer. Internationaliste parce que le socialisme remet en cause une logique de domination à l'échelle internationale qui s'exprime aujourd'hui à la fois dans la **logique des blocs** — américain et soviétique — sur l'axe Est-Ouest et dans la logique de la **nouvelle division internationale du travail (D.I.T.)** sur l'axe Ouest-Ouest (rapports USA/Europe occidentale/Japon) et l'axe Nord-Sud. La logique des blocs polarise chaque pays autour du chef de file du bloc. La logique de la nouvelle D.I.T. organise une nouvelle hiérarchie des nations en redistribuant les activités de production, de recherche, de gestion et de direction à travers le monde.

Bien sûr ce projet s'inscrit dans une **durée** historique. Le Parti en est le garant. A chaque étape électorale il doit présenter des objectifs accessibles tenant compte à la fois du contexte stratégique et tactique intérieur et international. C'est ainsi qu'en 1981, François Mitterrand a présenté une plateforme de « 110 propositions » valable pour 7 ans.

5. La reconstruction d'une organisation de masse démocratique

Le Congrès d'Epinay (1971) n'est pas seulement un tournant pour la stratégie unitaire, il est aussi un point d'aboutissement de l'unité des socialistes parachevée trois ans plus tard par l'adhésion d'une part importante des adhérents du PSU (Assises du Socialisme, octobre 1974).

Le Congrès d'Epinay est en outre un moment clef de la rénovation de l'organisation du P.S. par le lancement de sections d'entreprises et d'universités, par l'adoption de la « représentation proportionnelle » pour la désignation des responsables.

La proportionnelle signifie par exemple : si les signataires d'un texte A obtiennent la majorité des voix dans une section, ils ont la majorité des sièges à la Commission administrative de la section. Par contre, s'ils n'ont que 20 % des voix au niveau départemental, ils ont 20 % des sièges à la Commission exécutive fédérale. De même au niveau national.

La proportionnelle est la reconnaissance de l'existence de différents courants au sein du P.S. Ces courants sont à la base du fonctionnement démocratique de notre parti, dans la mesure où ils permettent un débat d'idées riche et organisé.

Par le système de la proportionnelle, le choix des hommes et des femmes qui participent aux instances dirigeantes est donc directement lié au choix des idées.

Pour beaucoup de militants, la relation au gouvernement n'est pas claire. Le Parti Socialiste est-il Parti au pouvoir ? Parti du pouvoir ? ou Parti de pouvoir ? Si l'on retenait, au moins implicitement, la conception « parti au pouvoir », cela reviendrait à dire que l'instance suprême du gouvernement est le Bureau exécutif du Parti Socialiste, relayé par le groupe parlementaire. Ce qui serait contraire aussi bien à la Constitution qu'à la réalité politique. Il ne saurait non plus, devant les difficultés du temps, se résigner à n'être que le « parti du pouvoir », héraut de décisions qui le dépasseraient. La Ve République, à ses débuts, a connu le « parti du pouvoir » : ce fut l'Union pour la Nouvelle République

(U.N.R.), née de la circonstance, lancée par le nouveau pouvoir et dirigée de l'extérieur par lui. Quoi de commun entre ce « parti godillot » et le Parti Socialiste ?

La réalité du Parti Socialiste d'aujourd'hui ne peut donc se laisser enfermer dans ces deux clichés. Le Parti ne fait pas le gouvernement et ne lui dicte pas sa conduite. Les partis de la majorité — à commencer par le principal d'entre eux — définissent une perspective dans laquelle le gouvernement inscrit son action. Ne tenant pas du 10 mai son acte de naissance, le Parti Socialiste ne voit pas son horizon borné au septennat. Sa mission est d'articuler un va-et-vient correct entre le quotidien et le moyen terme. Il sera d'autant plus un outil de transformation sociale qu'à chaque étape, il saura veiller à ce qu'apparaissent la perspective et les prochains objectifs, dans le cadre du Projet Socialiste et des 110 propositions présentées au cours de la campagne présidentielle.

Motion de Bourg-en-Bresse - Octobre (1983)

Le Parti Socialiste est un parti de lutte, de transformation et il est aussi un parti de gouvernement, de gestion :

— **parti de lutte, de transformation,** il a développé une implantation des sections locales (5.332 sections locales), d'entreprises (1.950 sections et GSE), d'universités (170 sections et GSU) qui sont en prise sur les réalités vécues par les populations (*). Ses militants, ses élus, soutiennent et relayent des luttes sociales qui vont dans le sens de la justice, de la liberté, de l'intérêt collectif. En particulier, nos nombreux élus à tous échelons — 50.000 élus locaux conseillers municipaux, maires, conseillers généraux et régionaux, 285 députés, 69 (1) sénateurs — constituent un réseau très dense pour défendre les intérêts de leurs électeurs et faire progresser dans le pays l'influence de nos valeurs et de nos idéaux.

— Parti de **gestion** et de **gouvernement,** il assure la direction de nombreuses municipalités, de départements. Il soutient l'action du Gouvernement de la gauche, se fait auprès du Gouvernement de la gauche, se fait auprès du Gouvernement l'interprète des populations et explique à celles-ci la politique du Gouvernement.

C'est en étant pleinement lui-même, à la fois parti de lutte et de gouvernement que le PS agit pour « **réussir le changement** ».

(*) Chiffres de 1984.

(1) dont 2 apparentés.

Seule une telle organisation de dimension nationale fonctionnant démocratiquement, enracinée dans un terrain social, peut développer une réflexion qui permette de garder le cap en permanence, par delà les inévitables inflexions, corrections et adaptations de la politique au jour le jour, d'élaborer des projets à moyen terme, d'exercer une pédagogie efficace auprès de l'opinion populaire.

Motion de Bourg-en-Bresse (Octobre 1983)

— Un Parti de **masse** pour peser efficacement dans le sens de la transformation et soutenir le Gouvernement. Son recrutement s'est enflé : 80.000 adhérents en 1971, 220.000 en 1981. Les résultats électoraux en témoignent : 15 % dans les années 50, puis novembre 1962 : 12,5 %, FGDS 1967 : 19 %, 1973 : 20,8 %, 1978 : 24,7 %, juin 1981 : 37,5 %, juin 84 : 20,7 %. (Elections européennes). Mars 1985 (Elections cantonales) : 24,8 %.

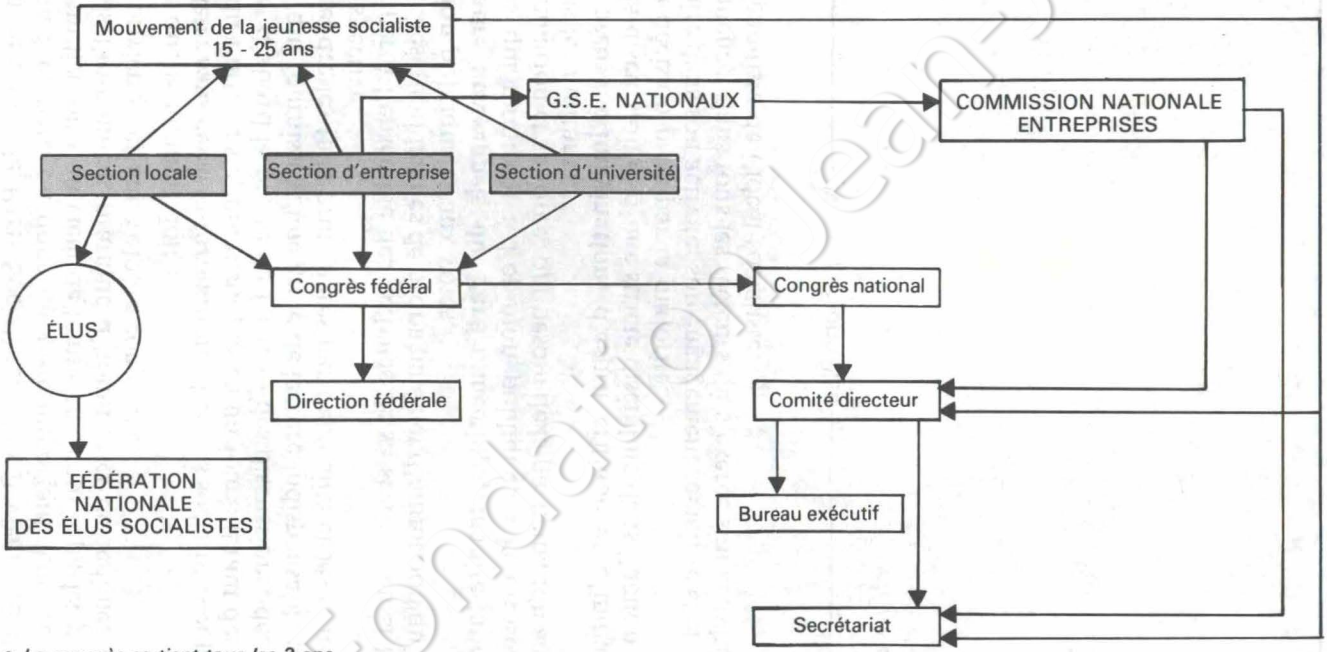
— Un parti **démocratique** non seulement dans ses principes politiques mais dans ses structures. Des courants de pensée expriment au sein du P.S., les diverses nuances de la pensée socialiste. La discussion est libre au sein du Parti, mais une fois l'orientation fixée au congrès, la discipline s'impose à tous.

Les grands choix d'orientation sont définis tous les deux ans par le congrès qui renouvelle également Bureau et Secrétariat.

Notre socialisme est autogestionnaire, rejetant à la fois réformisme et bureaucratie. Il suppose la prise de conscience et la prise de responsabilités, dynamiques des travailleurs. Il s'ancre dans un projet socialiste par lequel après avoir compris la crise mondiale, affirmés les valeurs qui fondent notre identité, les socialistes agissent pour transformer profondément la société. A ce titre, les 110 propositions de François Mitterrand sont une première étape de 7 ans, choisie par les Français, pour concrétiser nos choix. Le P.S. est à la pointe de ce combat.

Résolution de Valence (1981)

LE PARTI : ORGANIGRAMME



- *Le congrès se tient tous les 2 ans associant choix des orientations et des responsables pour les appliquer.*

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Voilà ce qu'est le Parti Socialiste, d'où il vient, où il va. L'adhésion à ce parti est donc un geste important. Une section n'est pas un lieu où l'on vient de temps en temps « parler politique » mais l'instrument pratique d'hommes et de femmes unis par une conviction et une volonté communes.

C'est dire que le militant doit :

— **compléter sans cesse sa formation.** Théories socialistes et politique du Parti ne s'apprennent pas en un jour : il faut des lectures et d'abord la presse du Parti — des discussions, des stages — qui fournissent une grille de lecture indispensable pour comprendre les faits bruts livrés par l'actualité et les remettre en perspective.

— Participer à l'ensemble des **activités de sa section,** aussi bien aux tâches quotidiennes de propagande et d'animation qu'à la réflexion politique et aux votes.

— **Répondre aux appels du Parti :** meetings, manifestations, actions qui montrent à l'opinion publique, à la presse, sa détermination et sa force, ont besoin de la participation active de tous les militants.

— **Faire preuve d'imagination,** d'esprit critique et d'initiative dans la discussion et d'une stricte discipline dans l'action une fois la décision prise par la majorité.

— Traduire dans son activité, son engagement socialiste et être en permanence, dans tous les secteurs où s'exerce son activité **un propagandiste** de l'idéal socialiste.

Notes personnelles

Coll. Fondation Jean Jaurès

Repères chronologiques

1789 : Révolution française
1791 : La loi Le Chapelier interdit les corporations ouvrières.
1803 : Rétablissement du livret ouvrier obligatoire.
1804 : Fondation de l'Empire Français.

Ces années marquent le début de la révolution industrielle en France qui se développe avec un certain retard sur l'Angleterre.

1830 : Révolution de juillet en France.
Soulèvement des canuts à Lyon : 30.000 ouvriers en armes.
1833 : Naissance en Angleterre de la « Grand National Consolidated Trade Union » (500.000 membres).
1834 : Nouvelle insurrection des canuts à Lyon.
Insurrection ouvrière à Paris.
Le gouvernement français interdit les associations de plus de 20 personnes.
1839 : Proudhon : « Qu'est-ce que la propriété ? »
1845 : Engels : « La situation de la classe ouvrière en Angleterre ». Marx et Engels : « La Sainte-Famille ».
1848 : Révolution de février-juin : 15.000 morts.
Publication du « Manifeste communiste » au Royaume-Uni.
1849 : Election de mai en France : 28 % des voix pour les démocrates socialistes.
1851 : Coup d'état de Louis-Napoléon Bonaparte.
1854 : En France, une loi instaure un livret de contrôle policier pour les ouvriers.
1864 : Fondation de la 1re Internationale à Londres.
Droit de grève en France.

Dans ces années, la classe ouvrière commence à affirmer son autonomie et sa force.

1867 : Marx : premier livre du « Capital ».

1869 : En Allemagne, Bebel et Liebnecht fondent le parti ouvrier social démocrate.

1870 : En France, série de grandes grèves. La section française de la 1re Internationale compte 300.000 membres.
Proclamation de la IIIe République.

1871 : Commune de Paris.
Marx : « La Guerre civile en France »

1872 : En France, l'Internationale est hors-la-loi.
Congrès de l'Internationale à La Haye.

1875 : En Allemagne, Congrès de Gotha : unification du S.P.D.

1876 : Dissolution de la 1re Internationale.

1879 : Guesde et Lafargue créé la « Fédération du parti des travailleurs socialistes ».

1882 : En France, scission entre les « possibilistes » (F.T.S.) et Guesde (P.O.F.).

1884 : En France, la loi sur la liberté syndicale.
Engels : « L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat ».

1885 : 2e livre du « Capital ».

1886 : Aux Etats-Unis, grande grève à l'occasion du 1er mai.

1889 : Fondation de la IIe Internationale au Congrès de Paris.

1890 : Le 1er mai devient la fête des travailleurs aux Etats-Unis.
En France, première manifestation du 1er mai.

1891 : Répression sanglante à Fourmies.

1892 : Création en France de la Fédération des Bourses du Travail.

1893 : Au Royaume-Uni, premier congrès du Labour Party.

1894 : Début de l'affaire Dreyfus : à l'inverse de Jaurès, Guesde refuse de prendre parti dans ce qu'il considère être un « conflit interne à la bourgoisie ».

1895 : Fondation de la C.G.T.
Les anarchistes sont exclus de la IIe Internationale.

1900 : Congrès de la IIe Internationale en France.

1902 : Kautsky : « La Révolution sociale ».
Lénine : « Que faire » !

1904 : Jaurès fonde l'**Humanité.**
Grève générale en Italie.

1905 : Création de la S.F.I.O. (Unification sous la pression de la IIe Internationale du Parti Socialiste de France de Guesde et du Parti Socialiste Français de Jaurès).
En Russie, « Dimanche rouge » de Saint-Petersbourg.
Premiers conseils ouvriers.

1906 : En France, grève générale le 1er mai.
Charte d'Amiens (C.G.T.)

1907 : Congrès de la IIe Internationale à Stuttgart.

1911 : Congrès de la IIe Internationale à Saint-Quentin (Débat sur les nationalisations,...)

1912 : Congrès de la IIe Internationale à Bâle.

1913 : Congrès extraordinaire de la C.G.T. : refus de servir en cas de guerre.
Rosa Luxembourg : « L'accumulation du Capital ».

1914 : Assassinat de Jaurès.
Les socialistes français et allemands se rallient à la guerre.

1915 : Conférence de Zimmerwald en Suisse.

1916 : Conférence de Kienthal en Suisse.

1917 : Révolution d'Octobre en Russie.
En Allemagne, formation du groupe Spartacus.
Lénine : « L'impérialisme, stade suprême du capitalisme ».

1919 : Révolution manquée en Allemagne et en Hongrie.
Fondation de la IIIe Internationale.

1920 : Congrès de la scission de Tours.
Boukharine : « Le matérialisme historique ».
Trotsky : « Terrorisme et communisme ».

1921 : Scission syndicale au Congrès de Lille (C.G.T. et C.G.T.U.)

1922 : Fondation de l'U.R.S.S.

1924 : Mort de Lénine.

Succès du Cartel des Gauches que la S.F.I.O. soutient sans y participer.

1933 : Hitler accède au pouvoir.

1934 : Manifestation des ligues d'extrême-droite le 6 février.
En France, pacte action commune PC-S.F.I.O.

1936 : Réunification syndicale C.G.T.-C.G.T.U.
Front Populaire - Accords Matignon (Congés payés, semaine de 40 heures, délégués syndicaux).
Guerre d'Espagne.

1938 : Rupture du Front Populaire.
Conférence de Munich.

1939 : Début de la guerre mondiale
Pétain, chef de l'Etat français.

1943 : Staline dissoud la IIIe Internationale.

1945 : Fin de la Guerre mondiale.
Programme du C.N.R. : nationalisations, établissement de la Sécurité Sociale,...

1946 : En France, grèves en automne.

1948 : Parution en Italie des « Cahiers de Prison » de Gramsci.

1949 : Proclamation de la République Populaire de Chine.

1950 : Loi sur le SMIG.

1953 : Mort de Staline.

1954 : Dien Bien Phu ; 1er novembre : l'insurrection éclate en Algérie.
Troisième semaine de congés payés.

1958 : Le général De Gaulle devient président du Conseil (1er juin 1958).
Approbation de la Constitution de la Ve République (référendum du 28 septembre 1958). De Gaulle premier Président de la Ve République.

1962 : Référendum sur l'élection du président de la République au suffrage universel.

1965 : François Mitterrand candidat unique de la gauche aux élections présidentielles met De Gaulle en ballottage et François Mitterrand remporte 45,5 % des voix au deuxième tour.

1968 : Les événements de Mai.
Les élections législatives de juin sont un échec pour l'ensemble de la Gauche.

1969 : De Gaulle démissionne à la suite de l'échec du référendum sur le régionalisation (27 avril).
Congrès d'Alfortville - La S.F.I.O. prend le nom de parti socialiste (mai).
Faute de s'être mis d'accord sur une candidature unifiée de la gauche aux présidentielles (juin) le Parti socialiste recueille 5 % des voix.
Congrès d'Issy-les-Moulineaux (juillet) - Alain Savary devient premier secrétaire du Parti Socialiste.

11 - 13 juin 1971 : Congrès d'Epinay. Union de la gauche et rééquilibrage. Stratégie de rupture avec le capitalisme autour du front de classe des travailleurs. Rénovation du Parti, structuration dans les entreprises. Représentation proportionnelle pour le choix des dirigeants à tous les niveaux.

11 mars 1972 : Convention de Suresnes sur le programme de gouvernement P.S. « Changer la Vie ». Articulation de la construction du socialisme en haut et en bas. Divergences tranchées par des votes sur les institutions, l'Europe, l'autogestion et le contrôle, le retrait de la France de l'OTAN.

23 avril 1972 : Référendum de Pompidou sur l'élargissement de la C.E.E., destiné à casser l'union de la gauche renaissante. Le P.S. choisit l'abstention ou le refus de vote.

27 juin 1972 : Conclusion du programme commun de gouvernement avec le P.C.F., et ralliement ultérieur du M.R.G.

4 et 11 mars 1973 : Elections législatives. Le M.R.G. est protégé par le P.S. qui, dans le cadre de l'U.G.S.D, lui réserve certaines circonscriptions. UGSD 20,8 % contre 16,5 % à la FGDS en juin 68.

Juin 1973 : Congrès de Grenoble (Mitterrand 65 % - Ceres 21 % - Mollet 8 % - Poperen 5 %).

Approfondissement d'Epinay autour de la lutte pour le contrôle, du front de classe. du rôle du Parti, de la cohérence des choix nationaux et internationaux du PS.

15 décembre 1973 : Convention extraordinaire de Bagnolet sur l'Europe.

Mars 1974 : Convention de Suresnes sur les statuts : la représentation proportionnelle est aménagée.

5 et 19 mai 1974 : François Mitterrand candidat unique de la gauche aux présidentielles sur un programme inspiré du P.C.G.

12 et 13 octobre 1974 : Assises pour le Socialisme, marquant l'ouverture du P.S. à certains courants du P.S.U. (M. Rocard) et de la C.F.D.T. (E. Maire et P. Heritier). Projet de société « Pour le socialisme ».

Parallèlement début de la polémique du P.C.F., n'acceptant pas d'être dépassé par le P.S. sur le plan électoral et de paraître une force d'appoint dans l'union de la gauche.

31 janvier 1975 : Congrès de Pau. Le P.S. se dit prêt à appliquer seul, si le P.C.F. le choisit ainsi, le P.C.G. Le Ceres passe dans la minorité (jusqu'à 5/79).

21 - 22 juin 1975 : Convention des 15 thèses sur l'autogestion, précisant l'articulation du mouvement d'en haut et du mouvement d'en bas.

14 - 15 mai 1976 : Congrès extraordinaire sur les relations PS/PC et les municipales à Dijon. Il prévoit le principe de l'Union de la gauche, sauf exceptions limitatives, à l'occasion des élections municipales.

14 et 21 mars 1977 : Poussée considérable de l'Union de la Gauche aux municipales confirmant celle des cantonales (3/76) amorçant aussi celles des cantonales de 3/79.

17 - 19 juin 1977 : Congrès de Nantes. Réaffirmation de l'Union de la Gauche, et débats sur « les deux cultures », les rapports Plan/Marché, le rôle du parti.

12 - 19 mars 1978 : Le P.S. aux élections législatives dépasse pour la première fois depuis 1945, le score du P.C.F.

6 - 8 avril 1979 : Congrès de Metz centré sur l'Union de la Gauche. Au terme de la ligne du « tenir bon » alliance Mitterrand/Ceres face à Mauroy/Rocard.

19 juin 1979 : Elections européennes, le P.S. recueille 23,7 % des suffrages.

Janvier 1980 : Adoption du Projet socialiste pour les années 1980 (comprendre/vouloir/agir).

24 janvier 1981 : Congrès de Créteil. Ratification de la candidature de F. Mitterrand et de ses 110 propositions inspirées du Projet socialiste.

26 avril 1981 : Premier tour des présidentielles : F. Mitterrand candidat du P.S. obtient 26 % des suffrages.

10 mai 1981 : Election de François Mitterrand avec, le 21 juin, 37 % des suffrages aux législatives pour le P.S.

23 - 25 octobre 1981 : Congrès d'unanimité à Valence, sur le rôle du Parti et le compromis social.

28 - 30 octobre 1983 : Congrès de Bourg-en-Bresse, centré sur la politique économique et le rôle du P.S. Synthèse générale au terme des débats.

18 juillet 1984 : Le P.C.F. décide de cesser sa participation lors de la formation du gouvernement de Laurent FABIUS.

15-16 décembre 1984 : Convention nationale sur la modernisation et le progrès social.

11-13 octobre 1985 : Congrès socialiste de Toulouse.

POUR APPROFONDIR ET EN SAVOIR PLUS*

LA SOCIÉTÉ CAPITALISTE ET SA TRANSFORMATION

— **L'insurgé** - Jules VALLES - Folio

— **Le talon de fer** - Jack LONDON - Collection 10 x 18 - U.G.E.

— **Salaires, prix et profits** - K. MARX et F. ENGELS - Editions sociales.

— **La lutte des classes en France** (1848-1952) - K. Marx. Collection 10 x 18 - U.G.E.

— **Réforme et révolution** - Rosa LUXEMBOURG - Petite collection Maspéro.

— **L'Etat et la révolution** - LENINE - collection 10 x 18 - U.G.E.

— **L'esprit du Socialisme** - Jean JAURÈS - Denoël.

— **Le socialisme démocratique** - Léon BLUM - Denoël.

— **Mémoires d'un révolutionnaire** - Victor SERGE - Point Politique - Le Seuil.

— **Lire Gramsci** - Dominique GRISONI - Editions universitaires.

— **Histoire des doctrines politiques en France** - Jacques DROZ - Que sais-je n° 304, PUF.

— **La vie politique sous la IIIe République** - Jean-Marie MAYEUR - Point Histoire - Le Seuil.

— **Léon Blum ou la politique du juste** - Colette AUDRY - Denoël.

— **La France de la IVe République** - T.1 1944/52 ; T.2. 1952/58. Point Histoire - Le Seuil.

— **La Ve République** - Paul Marie de la Gorce - Que sais-je n° 1763. PUF.

— **L'agression : l'Etat Giscard contre le secteur public** - PS 1980.

— **La social-démocratie en question** - Bernard MANIN et Alain BERGOUNIOUX - PUF.

* Toute bibliographie est un choix. Volontairement, nous n'avons retenu ici que des *ouvrages simples et disponibles*. Tous renvoient à des indications bibliographiques plus complètes, que l'on trouvera, par exemple, dans les bonnes bibliothèques municipales.

FORCES POLITIQUES ET SOCIALES DANS LA FRANCE CONTEMPORAINE

— **Les partis politiques dans la France d'aujourd'hui** - François BORELLA - Point politique - N° 56 - Le Seuil.

— **Le socialisme** - Georges BOURGIN et Pierre RIMBERT - Que sais-je n° 2021 - PUF.

— **Le Parti socialiste** - Yves ROUCAUTE - Index-Editions Bruno HUISMAN

— **Le Parti socialiste en France de la Commune à nos jours** - Jacques KERGOAT - Le Sycomore.

— **Histoire du P.C.F.** - Jean-Pierre BRUNET - Que sais-je n° 387 - PUF.

— **La CGT** - René MOURIAUX - Point Politique - Le Seuil.

— **De la CFTC à la CFTC : syndicalisme et socialisme** - Paul VI—GNAUX - Editions ouvrières.

— **Force ouvrière** - Alain BERGOUGNOUX - Que sais-je n° 2053, PUF.

— **Les élections sous la Ve République** - Alain LANCELOT. Que sais-je n° 2109. PUF.

— **Le patronat : histoire, structure, stratégie du CNPF** - Bernard BRIZAY. Point Politique n° 76 - Le Seuil.

— **Les classes sociales** - J.P. BRIAND - Profil social n° 1001 - HATIER

— **La petite bourgeoisie en France** - Christian BAUDELOT et Roger ESTABLET. Cahiers libres 270-271. Maspéro.

— **Les syndicats en France** - Jean-Daniel REYNAUD . Point Politique (2 vol.) - Le Seuil.

— **Cadres** : l'alternative socialiste (1981).

LE MONDE, LES RAPPORTS INTERNATIONAUX ET L'ÉCONOMIE

— **Les internationales ouvrières** - Annie KRIEGEL - Que sais-je n° 1129 - PUF.

— **L'internationale socialiste** - André DONNEUR - Que sais-je n° 2101 PUF.

— **L'état d'urgence** - André GREJBINE - Flammarion.

— **L'état du monde** - Annuaire économique et géopolitique - Maspéro.

— **Lexique d'économie** - L. DUBREUIL - Editions Vuibert.

— **Une introduction à l'économie politique** - Pierre SALAMA, Jacques VALIER - Petite collection Maspéro.

— **L'économie française** - J.M. ALBERTINI - Les éditions ouvrières.

— **Comprendre l'économie mondiale** - J.M. ALBERTINI - Les éditions ouvrières.

L'IDENTITÉ DU PARTI SOCIALISTE

— **Guide du nouvel adhérent** - (avec statuts, règlement intérieur, et extraits des principales motions : Epinay (1971), Metz (1979), Valence (1981) - Editions PS.

— **Programme de gouvernement CHANGER LA VIE et programme commun de gouvernement** - 1972 - Flammarion.

— **15 thèses sur l'autogestion** (1975) - Edition PS.

— **Le projet socialiste** - (1980) - Edition PS.

— **Ici et maintenant** - François MITTERRAND (1981) - Fayard.

— **Les 110 propositions** de François MITTERRAND (1981).

Tous ces documents doivent exister dans les bibliothèques des sections, ainsi que la collection : du POING ET LA ROSE militants, avec les textes du Congrès de Valence (1981) et de BOURG-EN-BRESSE (1983)
— de la NOUVELLE REVUE SOCIALISTE,
— de l'UNITÉ (hebdomadaire).

Coll. Fondation Jean Jaurès

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Imprimerie J.-M. BARBOU - Tél. 845.80.88

Coll. Fondation Jean-Jaurès

NRS
nouvelle revue socialiste

PARMI LES DERNIERS NUMÉROS PARUS :

La crise
La droite
La jeune génération
Enquête sur la modernité
L'Europe, pour quoi faire ?
L'extrême-droite et ses connivences
Civisme et liberté
La sécurité

ABONNEMENT

Un an (6 numéros)	170 F
Etudiant, apprenti, chômeur	130 F
Abonnement de soutien, un an	240 F
Un an, étranger	240 F

Adressez votre demande d'abonnement à la Nouvelle Revue Socialiste, 10, rue de Solférino, 75333 PARIS Cedex 07, en joignant

— l'indication de vos noms, prénoms, adresse (en lettres majuscules) ;
— libeller les règlements à l'ordre de :

Les Nouvelles Editions de l'an 2000 - N.R.S.

Fondation Jean-Jaurès

CHAQUE SEMAINE, LISEZ

l'unité

l'hebdomadaire du Parti socialiste

paraît le vendredi, 8 F

*

ABONNEMENT

Un an 290 F

six mois : 195 F

Les bulletins d'abonnement sont à adresser à l'Unité, 10, rue Solférino, 75333 Paris Cédex 07, avec le nom et l'adresse précis de l'abonné, ainsi qu'avec le titre de paiement (chèque bancaire ou postal).

Prix TTC : **15 F**

ISBN 2 - 86846 - 002 - X

Edité par les Nouvelles Editions de l'An 2000, 10, rue de Solférino - 75333 Paris cedex 07

Diffusion Secrétariat National à la Communication Propagande

Coll. Fondation Jean-Jaurès